



MÉMOIRE JUSTIFICATIF

DE LA

RÉVOLUTION ROUMAINE

DU 11 (23) JUIN 1848.



PARIS. — IMPRIMERIE DE COSSON, RUE DU FOUR-SAINT-GERMAIN, 47.

PROTESTATION
DES ROUMAINS DE LA VALACHIE

adressée

à l'Angleterre, l'Autriche, la France et la Prusse.

La nation des Roumains de la Valachie, placée aux confins de l'Europe et de la liberté, s'est levée en masse, il y a huit mois, non pour reconquérir en entier l'héritage de ses pères, ainsi qu'on a voulu le lui imputer à tort, mais pour réclamer ses droits garantis par ses anciens traités avec l'empire ottoman.

Tributaires de la Sublime Porte, avec tous les privilèges d'une législation et d'une administration indépendante, les Roumains de la Valachie respectèrent les prérogatives de la cour suzeraine et allèrent même jusqu'à déférer volontairement à l'appro-

bation du Sultan, la constitution dont ils avaient arrêté les bases en vertu de leur autonomie.

Mais en même temps, ils déclarèrent rejeter à tout jamais l'insidieux protectorat de la Russie, subi et non accepté par eux, en ce que ce protectorat avait de contraire aux droits et aux intérêts de la Principauté.

Jamais cause plus légitime ne succomba plus injustement.

En adressant à S. H. le Sultan, le mémoire justificatif ci-joint, les Valaques ont fait entendre une dernière et solennelle protestation contre la violation de leurs droits, et contre l'occupation de leur pays par les armées étrangères.

Comme tributaires de la Sublime Porte, et comme *autonomes*, il ne reste plus aux Roumains, qui ont rempli tous leurs devoirs envers la cour ottomane, qu'à se placer sous la sauvegarde des puissances intéressées à l'indépendance de la Turquie.

En conséquence, les membres du gouvernement provisoire de Valachie et délégués de l'émigration roumaine, protestent de nouveau, et supplient les puissances de l'Europe d'offrir leur médiation.

Ils espèrent que ces puissances prendront sous leur garantie l'autonomie des provinces danubiennes, autonomie qui résulte de leurs anciens traités avec la Sublime Porte ;

Que ces puissances s'interposeront pour mettre un terme à une occupation qui est une violation flagrante des droits des Roumains, une ruine pour les Principautés, une menace pour la sûreté générale de l'Europe.

(Février 1849.)

ELIADE, TELL, N. GOLESCO, MAGHIERO, STEFAN GOLESCO, MAÏORESCO, J. VOINESCO, N. CRETZOULESCO, N. BALCESCO, GRADISTIANO, ROSETI, D. BRATIANO, J. BRATIANO, BOLIACO, A.-G. GOLESCO, PLESOÏANO, C. BALCESCO, J. PHILIPESCO, CRISTOFI, THEOLOGO, BOLINTINIANO, THEOULESCO, ARCHIMANDRITE SNAGOVIANO, IPATESCO, ARISTEA.

Ces ces puissances s'interposent pour mettre un
 terme à une occupation qui est une violation fla-
 grante des droits des hommes, une ruine pour les
 innocents, une menace pour la sûreté générale
 de l'Europe.

A LA NATION

Citoyens, le 20 Mars, 1793, les députés de la Convention nationale, au nom de la Convention nationale, ont l'honneur de vous adresser la présente.

Les députés de la Convention nationale ont l'honneur de vous adresser la présente.

Les députés de la Convention nationale ont l'honneur de vous adresser la présente.

Les députés de la Convention nationale ont l'honneur de vous adresser la présente.

Les députés de la Convention nationale ont l'honneur de vous adresser la présente.

A SA HAUTESSE LE SULTAN,

SIRE,

Au milieu des maux qui ont pesé sur notre patrie, maux rendus plus douloureux par la main qui les infligeait, nous avons su renfermer en nous l'amertume de nos plaintes et le cri de notre désespoir.

A quelque épreuve que notre fidélité ait été mise, nous n'avons point dévié de la ligne de conduite que nous nous étions tracée; nous sommes restés jusqu'au dernier moment, et nous restons encore les fidèles vassaux de Votre Majesté.

Votre Majesté nous rendra elle-même ce témoignage qu'en ceci nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour déjouer les espérances de nos ennemis et ouvrir à la Sublime Porte la voie d'une politique plus régulière, plus conforme à sa dignité et à ses intérêts.

Nous espérons que, de son côté, la Sublime Porte,

pour prix de notre fidélité, ne tolérerait sous aucun prétexte l'intervention armée de la Russie, intervention qui viole à la fois les droits des Principautés et les prérogatives de la cour suzeraine, seule arbitre dans la question.

Aujourd'hui, bien que l'occupation des Principautés soit un fait accompli, notre confiance dans le triomphe de nos droits est la même, comme aussi l'espoir que nous plaçons dans l'appui de notre auguste suzerain.

La justice a été violée; il faut que la justice recouvre ses droits.

La vérité a été étouffée sous le mensonge; il faut que la vérité se fasse jour.

Voilà pourquoi nous déposons aux pieds du trône de Votre Majesté Impériale le mémoire ci-joint où se trouve retracé, avec un court exposé des droits des Principautés, l'historique de la révolution roumaine du 11 (23) juin.

Et en même temps que nous accomplissons ce devoir sacré envers Votre Majesté Impériale, laquelle ne peut vouloir jeter le découragement dans l'âme de ses fidèles vassaux par un plus long oubli de leurs droits, nous remplissons un autre devoir non moins sacré envers notre patrie, en protestant une dernière fois en son nom, ainsi que nous le faisons par la présente :

Contre le fait même de l'occupation;

Contre l'emprunt imposé récemment à la Valachie pour subvenir aux frais de cette occupation, et qui tend à la priver à jamais de son indépendance;

Contre toute atteinte portée à son droit d'autonomie;

Et, subsidiairement, contre tout acte, de quelque nature qu'il puisse être, accompli tant pendant la durée de

cette occupation que sous le poids des mesures de rigueur et de proscription qui, en frappant des milliers de citoyens, privent le pays de sa représentation complète et légale.

Paris, le 9 février 1849.

Les membres du gouvernement provisoire et délégués de l'émigration Valaque,

Au nom du Peuple :

ELIADE, TELL, N. GOLESCO, MAGHIERO, STEFAN GOLESCO, MAIORESCO, J. VOINESCO, N. CRETZOULESCO, N. BALCESCO, GRADISTIANO, ROSETI, D. BRATIANO, J. BRATIANO, BOLIACO, A.-G. GOLESCO, PLESOÏANO, C. BALCESCO, J. PHILIPESCO, CHRISTOFI, THEOLOGO, BOLINTINIANO, THEOULESCO, ARCHIMANDRITE SNAGOVIANO, IPATESCO, ARISTEA.

THE REVOLUTIONARY ROMANCE
OF THE FRENCH REVOLUTION
IN THE YEAR 1793

REVOLUTIONARY ROMANCE

THE REVOLUTIONARY ROMANCE
OF THE FRENCH REVOLUTION
IN THE YEAR 1793

THE REVOLUTIONARY ROMANCE
OF THE FRENCH REVOLUTION
IN THE YEAR 1793

MÉMOIRE JUSTIFICATIF

DE LA

RÉVOLUTION ROUMAINE

du 11 (23) juin 1848.

De graves imputations ont été adressées à la révolution roumaine du 11 (23) juin dernier. C'est ainsi que la circulaire de S. M. l'empereur de Russie en date du 19 (31) juillet, et dont on ne saurait contester l'habileté, la représente comme ayant été « l'œuvre d'une minorité turbulente dont les idées de gouvernement n'étaient qu'un plagiat emprunté à la propagande démocratique et socialiste de l'Europe, et dont les émissaires auraient convié les Valaques de Moldavie, de Bucovine, de Transylvanie et même de Bessarabie à former par voie de soulèvement un État indépendant sous le nom de *Royaume daco-roumain*. » Quoique les événements accomplis depuis lors sur les bords du Danube, en dessinant sous son jour véritable la politique du cabinet de Saint-Petersbourg, montrent suffisamment quel cas l'on doit faire des assertions du Manifeste, néanmoins la Valachie ne se croit pas assez justifiée par la conduite de ses ennemis, et elle vient, ses actes à la main, et toute saignante de ses récentes blessures, s'offrir d'elle-même au jugement de l'Europe et en particulier de la cour suzeraine.

Non, il n'est point vrai que la révolution roumaine ait été une importation étrangère, sans autre cause déterminante qu'un entraînement irréfléchi vers les doctrines révolutionnaires de l'Occident. Elle est née sur le sol même

de la Valachie, le jour où les baïonnettes russes y implantèrent le Règlement organique. Ce n'est point ici le lieu d'énumérer les vices de ce Règlement ; on les trouvera en partie dans la supplique adressée par la Lieutenance-Principière à S. H. le sultan, en août dernier (1). Il suffira de rappeler que rédigé par une commission sous la présidence du consul-général de Russie, Mintziaki, *muni d'instructions à cet égard* (2), voté par une assemblée de boyards dont les membres avaient été nommés directement par la Russie contrairement à la loi fondamentale du pays, et dont les délibérations ne pouvaient être considérées comme libres en présence de l'occupation étrangère, il fut la source de tous les maux qui désolèrent la Valachie depuis dix-sept ans. Et pouvait-il en être autrement sous l'empire d'une législation qui, non contente de violer par le seul fait de son origine les droits souverains du pays, consacrait dans ses dispositions essentielles les plus monstrueuses anomalies, les inégalités les plus révoltantes, dénaturait à la fois l'esprit et la lettre des traités, et forçait la nation déclarée par eux souveraine en matière de législation et d'administration intérieure à reconnaître à côté de son droit d'autonomie et au-dessus même de ce droit, au-dessus des droits de la puissance suzeraine, l'autorité de la puissance soi-disant protectrice ?

Aussi le pays ne tarda-t-il pas à manifester sa réprobation contre un acte conclu sans sa participation et qui blessait si vivement les susceptibilités nationales. Pendant que dans le sein même de l'assemblée de 1832 une minorité qualifiée de *factieuse* refusait au péril de sa vie de signer le Règlement, les paysans se soulevaient dans les districts, malgré la menace de cent mille baïonnettes russes, et tentaient de s'opposer à l'introduction des taxes et des corvées nouvelles. Deux ans après l'évacuation des Principi-

(1) Pièces justificatives, n° III.

(2) Mémoire justificatif des Droits, page 42.

pautés, l'assemblée générale de 1837, bien que composée exclusivement de boyards, protestait de nouveau à la presque unanimité contre plusieurs dispositions du Règlement et notamment contre le paragraphe additionnel qui consacrait formellement le principe d'intervention de la Russie dans les affaires intérieures des Principautés (1). Cette protestation étant demeurée sans résultat par suite de la dissolution de l'assemblée et des firmans d'exil que les menaces de la Russie arrachèrent à la faiblesse du Divan, il se forma un parti plus exalté qui, ne prenant conseil que de son désespoir et de la gravité des circonstances, se montra disposé à sortir, s'il le fallait, des voies légales afin de pourvoir au salut de la patrie. Une première conspiration eut lieu en 1840. Prévenue et étouffée à temps au moyen d'arrestations nombreuses, elle accrut à la fois l'irritation et les espérances du pays en le révélant, pour ainsi dire, à lui-même. La Russie profita de cette disposition des esprits pour faire naître une coalition qui amena la déchéance du prince Ghika, lequel avait eu une fois en sa vie le malheur de lui déplaire. Tout renouvellement de règne est accueilli comme une espérance par les peuples opprimés. Souvent, il est vrai, le remède est pire que le mal; néanmoins, comme les effets ne s'en font pas sentir immédiatement, il se fait alors comme une halte sur le chemin de la servitude, pendant laquelle le pays respire. Le parti national crut donc à des jours meilleurs, et il se rallia franchement au nouveau prince Georges Bibesco, dans le but d'amener une révision régulière du Règlement organique.

Malheureusement l'illusion fut de courte durée, et quelques années s'étaient à peine écoulées que le mal, que l'on croyait avoir atteint son terme sous l'administration précédente, était devenu cent fois pire. Le paysan attaché à la glèbe par de nouvelles entraves apportées au droit de libre

(1) Mémoire justificatif des Droits, page 44.

mutation, les mines du pays livrées à l'exploitation de la Russie, l'assemblée générale dissoute, le droit électoral restreint, la désorganisation dans tous les services publics, la dilapidation des finances, l'abandon de la langue nationale dans les écoles supérieures, dénoncèrent Bibesco comme l'agent secret de la politique russe et l'antagoniste déclaré des réformes dont on l'avait espéré le défenseur (1). Une sourde agitation commença à se manifester dans le pays, et le prince dont une main invisible semblait diriger les actions, emporté, d'ailleurs, au delà de toute limite par l'impétuosité naturelle de son caractère, impatient de l'opposition qu'il rencontrait autour de lui, au lieu de calmer le ressentiment populaire par un retour sincère à une politique plus nationale et par l'initiative des mesures les plus urgentes que réclamait le pays, sembla avoir pris à tâche de porter l'exaspération à son comble. Arrestations illégales, suppression totale de la presse, violation du domicile et du secret des lettres, vexations de toute sorte, refus de passeports à l'étranger et même à l'intérieur, tout fut employé, comme à dessein, pour amener une crise.

Les choses en vinrent bientôt à un tel point que la Porte, craignant un soulèvement général des Principautés, envoya un commissaire pour s'assurer par lui-même de l'état des choses et prévenir, s'il était possible, l'explosion prévue ici, attendue ailleurs. Le parti national, qui voulait régénérer et non révolutionner le pays, saisit avec empressement cette occasion de proposer les nouvelles réformes sans sortir des voies régulières et pacifiques qui seules pouvaient en assurer le succès en ôtant tout prétexte à leurs adversaires; et il présenta dans cette intention à l'envoyé de la Sublime Porte, Tala'at Effendi, un mémoire dans lequel les Valaques, après avoir exposé leurs griefs contre le Règlement, faisaient connaître d'avance les points principaux sur lesquels devaient

(1) Voyez la seconde partie de la Supplique de la Lieutenance-Principière.

porter les réformes (1). Quelle preuve plus éclatante pouvait donner le parti national de sa déférence envers la Sublime Porte et de sa ferme intention de maintenir les conditions de vassalité qui rattachent les Principautés à l'empire ottoman, quand nous le voyons en appeler loyalement à la cour suzeraine et solliciter, en quelque sorte son agrément dans une question de législation intérieure où le pays est seul juge en vertu des traités? Du reste S. E. Tala'at Effendi rendit plus de justice aux auteurs du mémoire. Quelques semaines lui avaient suffi pour juger par lui-même de la justesse des plaintes qui lui avaient été transmises ainsi que de l'excès de misères où l'administration du hospodar Bibesco avait réduit les Principautés. Il promit d'en informer son gouvernement, jaloux, disait-il, de maintenir intacts leurs droits comme d'assurer leur bien-être, et il partit pour Jassy (avril 1848).

Le départ de Tala'at Effendi laissa le champ libre aux menées et aux intrigues du commissaire russe, général Duhamel, dont l'envoi dans les Principautés qui avait précédé de quelques jours l'arrivée du commissaire ottoman, avait surtout pour objet d'entretenir l'Europe dans cette croyance d'un prétendu accord et d'une identité parfaite de vues entre la cour suzeraine et la cour soi-disant protectrice, comme si les vues pouvaient être les mêmes là où les intérêts sont directement opposés. M. Duhamel, à qui le parti national avait refusé de s'adresser, ne reconnaissant à la Russie aucune intervention légale dans les affaires intérieures du pays, vit avec déplaisir les choses incliner à un arrangement amiable, et il ne négligea rien pour rompre une entente qui faisant de l'affaire des Principautés une question, pour ainsi dire personnelle entre elles et la cour suzeraine, laissait la cour protectrice tout-à-fait en dehors du débat. Aussi lorsque plusieurs boyards attachés de longue main à la Russie, mais qui précisément en raison de cet attache-

(1) Pièces justificatives, n° II.

ment, dont ils avaient donné assez de preuves, pouvaient se croire le droit d'être écoutés de son représentant, entreprirent de lui signaler quelques-uns des maux dont souffrait le pays, non par compassion pour ses misères, mais dans des vues personnelles d'ambition et d'inimitié contre le prince Bibesco, M. Duhamel leur répondit-il brutalement : « Je ne suis pas venu ici pour écouter les griefs de la nation, mais pour prêter au hospodar un appui moral et même matériel. » Or, un pareil langage tenu par le commissaire de S. M. l'empereur Nicolas, à des hommes dont il ne pouvait certes suspecter les intentions, à la face d'un pays à demi soulevé, ce défi insolent jeté à la misère et à la patience du peuple, cette impunité garantie d'avance aux mesures extrêmes que pouvait prendre le hospodar déjà trop enclin aux partis violents, cette menace d'étouffer le droit sous la force, n'était-ce pas faire appel à l'insurrection en rendant tout accommodement impossible entre le prince et ses sujets, déjà arrivés aux dernières limites celui-là du despotisme, ceux-ci de la résignation ?

Ici se place un fait regrettable à plus d'un titre, et sur lequel la Russie se serait moins apitoyée peut-être s'il eût été moins favorable à ses vues. Nous voulons parler de cet attentat commis sur la personne du prince dans la journée du 9 (21) juin, deux jours avant la révolution, et dont le manifeste de S. M. l'empereur voudrait, mais en vain, faire retomber l'odieux sur le parti national, comme si les partis étaient responsables des crimes particuliers qui se commettent en leur nom. Or, sur quelles preuves fonde-t-on une telle accusation ? Est-ce sur l'adage que celui-là a fait le crime à qui le crime profite ? Mais alors ce n'est point parmi les victimes du 13 (25) septembre qu'il faudrait chercher les complices de l'attentat du 9 (21) juin. Et si l'absence de preuves positives ne permet pas de voir dans ce fait, regrettable, nous le répétons, autre chose qu'un crime isolé, étranger peut-être à la politique, n'est-il pas étrange qu'on ose

l'imputer précisément aux hommes qui, pendant les trois mois qu'ils ont gouverné le pays, se sont montrés généreux jusqu'à l'imprudence, humains et désintéressés jusqu'à l'oubli d'eux-mêmes ?

Quoi qu'il en soit, la crise était désormais inévitable. Le prince Bibesco, cédant à un ressentiment peut-être légitime, mais dont une sage politique aurait dû tempérer les effets naturels, redoubla ses mesures de sévérité. Les arrestations se multiplièrent; des listes de proscription furent dressées; tout s'annonça comme à la veille d'une révolution. L'agitation ne se bornait pas aux habitants des villes; elle s'étendait aux paysans des campagnes chez qui une vue plus nette de jour en jour de leur état, et l'exemple de la Transylvanie où les corvées venaient d'être abolies, accroissaient le malaise et l'impatience de leur situation. En même temps une propagande sourde faisait croire à ces mêmes paysans que le prince était le premier à vouloir leur émancipation, mais que les propriétaires terriens s'opposaient à ses vues. Une telle opinion, si elle venait à s'accréditer, pouvait amener des conséquences effroyables et des massacres analogues à ceux de la Gallicie en 1846. Rester inactif en présence de telles éventualités eût été un crime envers la patrie et envers l'humanité. Le parti national se mit à la tête du mouvement pour le diriger.

On était arrivé au 11 (23) juin; des arrestations avaient eu lieu, comme nous avons dit. Ces arrestations avaient eu le tort d'atteindre, parmi les hommes suspects de patriotisme, ceux qui étaient les plus dévoués personnellement au prince et qui n'avaient cessé de l'avertir jusqu'au dernier moment. Les autres s'étaient soustraits par la fuite. Une grande agitation régnait à Bucharest. Informé la veille que les campagnes de la Petite-Valachie, habitées par la partie la plus robuste et la plus guerrière de la population roumaine, étaient en pleine insurrection, G. Bibesco s'était rendu le matin sur la place d'armes où les troupes de la milice avaient

été réunies par son ordre; là, après les avoir passées en revue, il leur avait adressé une allocution qu'il s'était efforcé de rendre passionnée et dans laquelle il leur demandait, en terminant, s'il pouvait compter sur leur appui dans le cas où les rebelles se porteraient sur la capitale. La réponse ne se fit pas attendre, à la fois ferme et respectueuse, telle qu'elle convenait à des soldats et à des citoyens : « S'il s'agit de tirer l'épée contre les ennemis de la Roumanie, nous sommes prêts à vous suivre, répondirent-ils en masse; mais nous ne nous battons pas contre nos frères qui veulent notre bien et celui du pays. » Le prince rentra consterné au palais, où le peuple ne tarda pas à se porter en foule, agitant des drapeaux aux couleurs nationales, aux cris de : « Vive le Prince ! Vive la Constitution ! » Cette constitution, dont le nom retentit alors pour la première fois, n'était autre chose qu'un programme en vingt-deux articles que le peuple apportait à la sanction du prince, et qui, une fois accepté par lui, devait servir de base aux nouvelles réformes. Voici, du reste, ces vingt-deux articles :

Art. 1^{er}. Indépendance administrative et législative, basée sur les traités de Mircea et de Vlad V, et garantie par l'article 5 du traité d'Andrinople.

Art. 2. Égalité des droits civils et politiques.

Art. 3. Contribution générale répartie sur toutes les classes de la société.

Art. 4. Une assemblée générale composée de représentants pris dans toutes les classes de la société.

Art. 5. Un chef de l'État responsable, élu pour cinq ans, et choisi dans tous les rangs des citoyens.

Art. 6. Diminution de la liste civile.

Art. 7. Responsabilité des ministres, ainsi que de tous les fonctionnaires publics, dans la limite de leurs attributions.

Art. 8. Liberté de la presse.

Art. 9. Toute récompense décernée au nom de la patrie et par ses représentants.

Art. 10. Élection des magistratures locales par les départements et par les communes.

Art. 11. Garde nationale.

Art. 12. Émancipation des monastères dédiés aux saints lieux.

Art. 13. Rachat des corvées et redevances en nature par l'État. Concession au paysan d'une portion de la terre corvéable moyennant indemnité au propriétaire.

Art. 14. Abolition de l'esclavage moyennant indemnité par l'État.

Art. 15. Un chargé d'affaires valaque près la Sublime-Porte.

Art. 16. Instruction gratuite et complète pour les Valaques des deux sexes.

Art. 17. Abolition des titres sans fonctions.

Art. 18. Abolition des châtimens corporels.

Art. 19. Abolition de la peine de mort.

Art. 20. Établissements pénitentiaires tels que les criminels, après avoir expié leurs fautes, rentrent meilleurs dans la société.

Art. 21. Émancipation des Israélites et concession des droits politiques à tout étranger naturalisé, quelle que soit sa religion.

Art. 22. Convocation immédiate d'une assemblée générale constituante, pour élaborer une constitution qui devra être basée sur les articles précédents, consacrés par les acclamations unanimes du peuple, et, en outre, fixer un mode de révision légal au moyen d'assemblées extraordinaires convoquées tous les quinze ans.

Comme l'on voit, ce n'est point là une constitution définitive; c'est une simple déclaration de principes, jetant sans les arrêter les bases d'une nouvelle organisation. Si elle consacre la souveraineté du peuple dans toute question de législation et d'administration intérieure, elle ne conteste pas au hospodar l'initiative qui lui appartient en sa qualité

d'élu et partant de représentant de la nation, elle ne lui enlève aucune de ses prérogatives. Le prince, du reste, parut le comprendre ainsi, puisqu'il signa lui-même après un moment d'hésitation, mais librement et de son plein gré, l'acte qui lui était présenté. En même temps il nomma un nouveau ministère composé des personnes dont la population entière de Bucharest, réunie sous les fenêtres du palais, lui jetait les noms par acclamation : noms pour la plupart chers au peuple et dévoués à la fois à la cause de l'ordre et à celle du progrès.

Tout sembla dès-lors terminé, et le premier acte de la révolution en aurait été le dernier, si le prince avait eu foi dans le pays autant que celui-ci avait foi en son chef. Qu'il nous soit permis de rappeler ici les termes mêmes de l'adresse envoyée le 8 juillet dernier, par le gouvernement provisoire de Valachie, au comité du pouvoir exécutif de la République française : « Le prince Bibesco parut entré de » bonne foi dans le mouvement qui l'emportait, pour ainsi » dire, malgré lui : tant cette révolution accomplie dans un » tel calme, en moins de trois heures, exerçait de prestige » même sur ceux qui s'étaient montrés jusque là contraires » à son principe ; le nouvel ordre de choses rencontrait des » défenseurs là où il s'attendait à trouver des adversaires ; » la confiance renaissait, lorsque le 12 (24) juin, M. le » consul-général de Russie crut devoir protester contre les » actes qui venaient de se passer et se retira sur la frontière » de Moldavie, pour y attendre les troupes de l'empereur » son maître qui, disait-il, venaient de franchir le Pruth (1). » Le bruit de ses menaces se perdit au milieu des acclama- » tions du peuple. Néanmoins la nation, avertie instincti- » vement du danger, se pressa plus étroitement autour de » son chef pour le rassurer et au besoin pour le défendre. » C'est alors que le prince Bibesco, effrayé du péril de la

(1) Lettre de M. de Kotzebue, consul-général de Russie, à S. Em. le Métropolitain, 18 (30) juin 1848.

» situation, envoya son abdication au conseil des ministres
» et quitta la capitale, laissant le pays sans chef, le lende-
» main d'une révolution, sans gouvernement régulier au
» dedans, à la merci des événements qui pouvaient surgir
» à chaque instant au dehors. La situation était critique
» sans doute; mais une nation généreuse et qui veut sin-
» cèrement la liberté trouve des ressources en elle-même.
» On pourvut à l'inter règne au moyen d'une commission
» exécutive, composée en grande partie des membres du
» dernier ministère, et présidée par S. Em. le Métropoli-
» tain. Cette commission s'installant au poste que le hospo-
» dar venait de quitter, prit le nom de Gouvernement pro-
» visoire. »

Ainsi, la révolution roumaine n'avait pas été l'œuvre d'une poignée de factieux; tout à l'heure, dans une des circonstances les plus critiques que le Gouvernement provisoire eut à traverser, nous verrons le pays tout entier se lever pour sa défense. Elle n'avait pas été improvisée comme une décoration de théâtre; l'histoire des dix-sept dernières années la montre couvant dans les esprits, et trahissant d'intervalle en intervalle par de sourds grondements l'explosion prochaine. Et si l'on ne peut s'empêcher de reconnaître que l'ébranlement communiqué au sol de l'Europe par la révolution du 24 février a pu contribuer à précipiter cette explosion, on ne saurait non plus soutenir qu'elle en ait été la condition première, unique, nécessaire, à moins de confondre l'occasion d'un fait avec ses causes réelles. Elle a pu aider au mouvement, elle ne l'a pas produit.

Voilà donc quelle a été l'origine de la révolution du 11 (23) juin; maintenant voyons ses actes, et à défaut de ce qu'elle a fait jugeons ce qu'elle a voulu faire.

Le premier soin du Gouvernement provisoire fut de porter officiellement à la connaissance de la Sublime Porte et des principaux cabinets de l'Europe les changements qui venaient de s'accomplir. Au fond rien n'était changé; la nation n'a-

vait fait que modifier son administration intérieure en vertu de l'autonomie que lui reconnaissent ses capitulations avec la Porte et l'art. 5 du traité d'Andrinople; les relations restaient les mêmes entre le suzerain et le vassal, comme aussi les rapports politiques de la Valachie avec les États voisins. En même temps le Gouvernement provisoire déclarait sa résolution de se renfermer à l'égard de la Russie dans la tenue exacte des traités, et de ne point la reconnaître comme protectrice des Principautés dans le sens particulier qu'elle avait affecté depuis longtemps de donner à ce mot, mais seulement au même titre que les autres puissances amies de la Turquie et qui avaient garanti l'intégrité de l'empire ottoman (1).

En attendant la réponse de la Sublime Porte et l'attitude que prendrait la Russie, le Gouvernement provisoire songea à pourvoir aux nécessités les plus pressantes de la situation. Il ne se dissimulait ni l'étendue du mal à réparer, ni l'insuffisance de ses ressources, ni les difficultés qu'ajoutait au présent l'incertitude de l'avenir. Néanmoins il se mit à l'œuvre, comptant sur le concours des bons citoyens.

Ce concours ne lui fit pas défaut; loyal, empressé, unanime, il faut bien le reconnaître. Il éclata surtout au milieu de deux tentatives malheureuses de contre-révolution 19 juin (1^{er} juillet) et 29 juin (11 juillet), dont le peuple fit immédiatement justice. Ainsi, le lendemain même du jour où le gouvernement provisoire, placé dans cette alternative ou de provoquer des mesures violentes de répression qui n'eussent pas manqué de fournir un prétexte à l'intervention étrangère, ou de quitter momentanément la capitale afin de donner à la nation le temps de se reconnaître et de manifester sa volonté suprême, eut pris la détermination de se retirer dans les montagnes, plus de cinquante mille citoyens, prêtres, artisans, propriétaires, se portant spon-

(1) Mémoire justificatif des Droits, page 45.

tanément à la métropole, précédés d'une députation des principaux négociants de la capitale, obligèrent la Caïmacamie qui s'était formée la veille d'après les dispositions du Règlement organique de se dissoudre elle-même et de rappeler le Gouvernement provisoire. Quelle preuve plus éclatante du vœu national que cette caïmacamie de 24 heures, et le retour le lendemain 31 juin (12 juillet) du Gouvernement provisoire, ramené en triomphe dans la capitale? Certes, si la révolution qui avait éclaté, il n'y avait pas encore trois semaines, n'avait été l'œuvre que d'une minorité factieuse et corrompue, l'occasion était belle pour la majorité saine, intelligente, dévouée au pays, de prendre sa revanche. Le nouveau gouvernement s'était, en quelque sorte, dissous; le pays rendu à lui-même n'obéissait plus qu'à sa propre impulsion; s'il était mécontent des chefs qu'il s'était donnés, il n'avait qu'à les laisser aller. Il confirma son choix en les rappelant.

Plusieurs semaines se passèrent encore dans une tranquillité parfaite à l'intérieur, mais sans nouvelles certaines du dehors. Le Gouvernement provisoire profita de ce temps de répit pour décréter les mesures administratives les plus urgentes en même temps qu'il nommait des comités chargés de proposer un projet de constitution conformément à l'art. 22 de la déclaration des droits. Mais bientôt la publication du Manifeste de l'empereur Nicolas 49 (31) juillet fit craindre une prochaine invasion des troupes russes qui occupaient déjà la Moldavie; et presque dans le même temps on apprit la présence à Rutschuk, sur la rive droite du Danube, d'un corps de 24,000 Turcs, mis à la disposition de S. E. Suleyman Pacha, envoyé extraordinaire de la Sublime Porte dans les Principautés. En effet les troupes ottomanes passèrent le Danube dans la journée du 21 juillet (2 août) et vinrent camper de l'autre côté à environ trois quarts de lieue de Giurgewo, sans que S. E. Suleyman Pacha eût fait connaître à Bucharest le caractère de sa mission, ni les inten-

tions ultérieures de son gouvernement. Or, ce fait seul, malgré l'observation des règlements de la quarantaine auxquels l'envoyé de la cour suzeraine avait déclaré vouloir se soumettre, ce fait de l'entrée d'un corps de troupes ottomanes sur le territoire valaque, sans déclaration préalable, constituait une violation flagrante des droits des Principautés garantis tant par leurs anciennes capitulations avec la Porte que par les traités plus récents entre la Porte et la Russie. Néanmoins le Gouvernement provisoire se refusant à voir un acte d'hostilité déclarée dans une mesure à laquelle il était permis de croire que la Porte n'avait consenti qu'à regret, envoya à la rencontre du commissaire impérial son ministre des affaires étrangères, qui, tout en protestant, comme de droit, contre la violation du territoire valaque par les armées impériales, n'hésita pas à en appeler de la Porte induite en erreur à la Porte mieux informée, assurant de nouveau S. E. Suleyman Pacha de l'attachement et de la fidélité inviolables des Valaques à la cour suzeraine. Voici, en effet, comment s'exprimait le gouvernement dans la protestation qu'il faisait remettre à S. E. Suleyman Pacha :

« Les Roumains ne se sont jamais dégradés à porter le masque de la duplicité ; aussi Dieu fut-il toujours avec eux. Nous n'hésiterons donc pas à nous montrer aujourd'hui, comme toujours, devant notre auguste suzerain avec un front pur et avec la foi dans l'âme, car il n'est pas un article de notre constitution qui lèse en quoi que ce soit les droits de suzeraineté de la Porte ; il n'en est pas un seul que nous n'ayons le droit de faire et de mettre en exécution, s'il est un Dieu dans le ciel et une justice sur la terre.

» Nous prions donc V. E. de vouloir bien parler en notre faveur à S. M. l'Empereur dont la justice est notre plus grande force. Suppliez-le au nom de toute la Roumanie qui vous parle par la voix de ses élus de ne point repousser ses amis dévoués et fidèles en les privant de leurs droits sacrés, de consolider au contraire leur constitution, leur espoir et leur rêve de félicité, cette constitution qu'ils ont droit

d'attendre comme une consolation achetée par de si longues et de si dures souffrances (1). »

Cette communication resta sans réponse officielle de la part du commissaire impérial; S. E. Suleyman Pacha semblait persister à ne pas reconnaître le gouvernement issu de la révolution du 11 (23) juin et à voir dans cette même révolution, par quelques causes qu'elle eût été amenée, une atteinte portée à la suzeraineté de la Porte. Ce point de vue, pour ainsi dire officiel, où se plaçait la Porte pour envisager la question, ressortit pleinement quelques jours après 19 (31) juillet dans la lettre suivante adressée par S. E. Suleyman Pacha aux boyards et aux notables de Bucharest :

MESSIEURS LES BOYARDS ET LES NOTABLES DU PAYS,

Il est de notoriété publique que la Valachie, partie intégrante de l'Empire ottoman, n'a jamais cessé de jouir de nombreux privilèges et d'institutions avantageuses; les Valaques, au lieu de donner un témoignage de reconnaissance de ces bienfaits, au lieu de concourir avec empressement au maintien de l'ordre et de la tranquillité du pays, surtout dans les circonstances actuelles, se sont dernièrement permis de commettre des actes illégaux qui ont été très mal vus par la Sublime Porte.

Un certain nombre d'individus, se donnant le nom de Valaques, ont paru inopinément dans cette principauté, et après avoir séduit la milice du pays et renversé le gouvernement, ils ont profité de cette occasion pour imposer au prince, sous le nom d'institutions nouvelles, des conditions inadmissibles, que (*sic*) le hospodar ne pouvant résister à la violence et se voyant dans une situation dangereuse, a été obligé, et même forcé (*sic*) de quitter sa résidence. Alors ces mêmes individus, saisissant cette nouvelle circonstance si favorable à leurs vues, ont eu l'audace de former une nouvelle administration illégale sous le nom de gouvernement provisoire, en remplacement de celui qui

(1) Traduction.

était légitimement constitué et confié aux soins du susdit prince Bibesco par Sa Majesté le Sultan. Ces actes sont non seulement incompatibles avec les droits de la suzeraineté et avec les principes du gouvernement de la Sublime Porte, mais ils sont encore de nature à amener toutes sortes d'innovations contraires au maintien de l'ordre et de la tranquillité dans le pays; il est donc évident que cet état de choses ne peut donner lieu qu'à des désordres intestins dont l'issue serait inévitablement funeste au pays. Sa Majesté le Sultan, notre auguste souverain, toujours animé de sentiments paternels pour le bien-être de toutes les classes de ses sujets, et voulant en donner une preuve éclatante aux Valaques, avait précédemment envoyé dans cette principauté un commissaire chargé spécialement d'aviser aux moyens d'y rétablir l'ordre et la tranquillité. Malheureusement les Valaques, sans attendre un heureux résultat des mesures que la Sublime Porte se proposait de prendre sur les rapports que le susdit commissaire lui devait faire, se sont laissés égarer d'une manière irréfléchie, et ayant commis des actes de funeste conséquence, ont ainsi assumé une grave responsabilité. Pourtant Sa Majesté le Sultan, notre gracieux souverain, dans l'unique but de donner encore une nouvelle preuve de sa clémence et de sa magnanimité bien connue, et pour ne pas jeter la masse de la population dans des inquiétudes à cause de troubles occasionnés par quelques esprits révolutionnaires, a jugé convenable de me charger spécialement de vous conseiller et de vous inviter d'abord à rentrer dans la voie de la soumission, et dans les cas contraires (*sic*), c'est-à-dire si ces moyens pacifiques rencontraient de l'opposition de votre part, d'employer avec un vif regret des mesures coercitives.

L'objet principal de ma mission est de vous signifier clairement que la continuation de l'état actuel des choses, établi contrairement aux droits de la suzeraineté et aux principes du gouvernement de Sa Majesté le Sultan, n'étant point tolérable, le gouvernement provisoire illégalement formé dans la Principauté, doit être immédiatement dissous; qu'une personne digne de confiance doit être nommée sans le moindre retard en qualité de Lieutenant, conformément aux dispositions du Règlement organique, au poste resté vacant par suite du départ du prince Bibesco; que tout ce qui a été arbitrairement établi et promulgué dans le pays sous le nom de nouvelles institutions est considéré dès à présent comme nul et non avenu, qu'après avoir ainsi ramené le pays dans son état antérieur, on prendra en considération

les griefs fondés que vous serez dans le cas d'exposer, comme par exemple des plaintes contre l'exécution incomplète du Règlement organique, contre l'administration de l'hospodar ou tout autre abus qui paraîtrait être contraire aux vues bienveillantes et aux sentiments de justice dont Sa Majesté le Sultan n'a jamais cessé de donner des preuves à tous ceux qui ont su les mériter. Si une députation composée de quelques personnes de votre choix vient m'exprimer au nom du pays des griefs de cette nature, et s'ils sont bien fondés, des mesures efficaces seront immédiatement prises à cet égard; si, au contraire, malgré tous ces moyens de modération que je viens de citer, vous persistez encore à tenir le pays dans cette position fautive et à suivre le système arbitraire, je ne saurai m'empêcher de marcher dans l'intérieur du pays avec la force armée que j'ai à ma disposition comme dernier moyen d'exécuter les ordres de Sa Majesté Impériale, et d'agir suivant la nécessité des circonstances. En vous expliquant donc, Messieurs, les différents degrés de ma mission, je suis convaincu d'avance que la dernière résolution de Sa Majesté Impériale demeure tout-à-fait conforme aux principes de l'équité et de la modération, et que la prudence et la sagacité dont vous êtes doués vous guideront indubitablement dans la voie de sagesse et de salut, et que vous suivrez ainsi, avec une vive reconnaissance, les conseils paternels que je suis chargé de vous donner de la part de notre auguste souverain.

Il est donc de mon devoir de vous prévenir franchement de m'adresser avant tout une supplique signée par vous, contenant l'acte de votre soumission, pour qu'elle soit expédiée immédiatement à la Sublime Porte. Vous pouvez en même temps envoyer auprès de moi quelques personnes de considération pour m'expliquer les griefs que vous croiriez justes et bien fondés, afin que je puisse les communiquer à la Porte.

19 (31) juillet, au camp impérial.

Signé : SULEYMAN PACHA.

Par cette lettre que nous avons copiée textuellement sur l'original et conçue en termes trop durs pour être l'expression véritable des sentimens et des intentions de la Sublime Porte, S. E. Suleyman Pacha exigeait, comme l'on voit, la dissolution immédiate du Gouvernement provisoire

et le rétablissement du Règlement organique : prétentions exorbitantes, inadmissibles, qui outrepassaient évidemment les droits, et sans doute aussi les intentions de la Sublime Porte. Les membres du Gouvernement provisoire faisaient bon marché de la question de personnes; mais il n'en pouvait être de même du principe : « Si nos noms sont suspects à la cour suzeraine, disaient-ils, nous sommes prêts à nous retirer; mais nous protestons, en nous retirant, contre le retour à l'ancien ordre de choses. » Il était clair que la nation ne pouvait consentir à l'éloignement des hommes portés au pouvoir par son propre suffrage, qu'à la condition que cette mesure, toute de conciliation, serait considérée de sa part comme un acte de condescendance, non comme le désaveu de son droit. Tel fut le sens principal de la réponse transmise à S. E. Suleyman Pacha, au nom de l'assemblée des boyards et des notables, par la commission nommée dans son sein. Mais durant ces pourparlers, celui-ci avait eu le temps de s'assurer par lui-même de la sincérité des déclarations de la commission; une enquête sévère, mais impartiale, sur les événements qui avaient précédé et suivi le 11 (23) juin, ne lui laissant plus aucun doute sur l'opportunité, sinon sur la légalité au point de vue de la cour suzeraine, de l'initiative prise par la nation ce jour-là, il se relâcha de la sévérité de son premier langage; et le Gouvernement provisoire ayant consenti à se retirer, sous les réserves que nous avons mentionnées plus haut, S. E. Suleyman Pacha reconnut, au nom de son souverain, la nouvelle *Lieutenance-Princièrè* (1) élue à sa place par le peuple, et la fit reconnaître par les consuls des puissances étrangères 8 (20) août. Dès lors le pays dut se croire sauvé; le nom du Sultan fut béni par toute la Valachie et celui de son envoyé ne fut plus prononcé qu'avec

(1) Elle fut composée de trois membres et non d'un seul, comme il était dit dans la lettre citée précédemment. Ces trois membres furent MM. Nicolas Golesco, Éliade et Tell, qui tous avaient fait partie du Gouvernement provisoire.

amour et avec respect. Quelques jours après, une députation fut chargée de porter à Constantinople le projet de constitution, en 22 articles, dont la Lieutenance-Princièrè avait consenti à modifier quelques points, non comme une restriction apportée à son droit d'autonomie, mais par une dernière marque de déférence envers la Sublime Porte. Que se passait-il dans ce temps à Constantinople ? et comment expliquer le refus du Divan de recevoir la députation partie de Bucharest sur l'invitation formelle de son plénipotentiaire, et le rappel de ce même plénipotentiaire, suivi presque aussitôt de l'envoi d'un nouveau commissaire, Fuad Effendi ? Un extrait du mémoire remis à cette époque par les députés valaques à S. A. Reschid Pacha, vesir, et à S. E. Aa'li Pacha, ministre des affaires étrangères, et communiqué aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, servira peut-être à éclairer cet endroit un peu obscur de la question :

« Que la Sublime Porte persiste dans son refus de reconnaître la députation valaque, que par l'envoi d'un nouveau commissaire dans la Principauté, envoi qui implique le désaveu formel des actes de son prédécesseur, elle imprime à sa politique des oscillations qui seront un sujet d'étonnement pour l'Europe, en même temps qu'une cause d'affliction pour les fidèles vassaux de l'Empire, qu'elle relâche ainsi les liens qu'ils s'efforcent de resserrer, c'est une mesure qu'il ne nous appartient pas de discuter, et dont le Divan impérial n'a pas manqué, dans sa haute sagesse, de peser mûrement les conséquences générales. Que V. A. nous permette seulement de lui en montrer, en ce qui concerne particulièrement la Valachie, les suites probables, infaillibles même. V. A. ne l'ignore pas, les considérations politiques d'un ordre supérieur arrivent difficilement aux masses. Comment leur faire entendre, par exemple, que, une fois la suzeraineté de la Porte courverte, comme elle l'a été, par la déchéance du Gouverne-

» ment provisoire et l'acceptation pure et simple de toutes
» les conditions imposées par S. E. Suleyman Pacha, la
» Sublime Porte ne soit pas libre de tenir les engagements
» pris en son nom par son plénipotentiaire ? Comment leur
» expliquer cette contradiction d'un sultan équitable et ma-
» gnanime entre tous, qui impose le *tanzimat* aux populations
» de l'Empire les plus arriérées, et qui laisse subsister dans
» la province la plus avancée dans la voie du progrès un
» état de choses digne de la barbarie des premiers âges, et
» dont on chercherait vainement un exemple dans tout le
» reste de l'Europe ?

» Qui sait alors, étranger, comme il l'est, aux complica-
» tions parfois étranges de la politique, incapable de com-
» prendre que là où est la domination ne soit pas aussi la
» puissance, surpris de rencontrer la Russie pour juge dans
» une cause qu'il défère au tribunal de la Porte ; qui sait à
» quels excès le peuple peut se porter en se trouvant à la
» veille de voir reparaître l'ancien ordre de choses, non pas
» avec les adoucissements qu'on lui fait espérer, mais tel
» que les souvenirs récents de la dernière Caïmacamie le
» lui font entrevoir, c'est-à-dire plus terrible, plus inexo-
» rable, plus écrasant que par le passé ? Admettons même,
» par une supposition à laquelle nous nous efforçons de
» croire, que les Valaques, étouffant leurs murmures,
» fussent prêts à céder aux nécessités des temps et des cir-
» constances, V. A. croit-elle que la Russie se tiendrait
» pour satisfaite d'un dénouement qui, tout en portant un
» coup mortel à l'autorité de la Porte dans les Principautés,
» ajournerait les prétentions dont elle ne fait déjà plus un
» mystère, et mettrait encore hors de son atteinte, du moins
» pour un temps, la proie qu'elle convoite et qu'elle croyait
» bien avoir saisie ? Il faudrait avoir oublié ses intrigues
» récentes à Galatz, ses tentatives pour soulever les Grecs
» contre les Turcs, les efforts inouïs où elle se consume
» pour amener dans les Principautés des troubles qui justi-

» fient en apparence son intervention , et opérer un soulèvement dont la marche des troupes impériales sur Bucharest facilitera l'explosion , et qui , en définitive, tournera à la ruine du pays et au détriment de la cour suzeraine » au profit de la cour protectrice. »

Ce mémoire resta et devait rester sans réponse ; les députés revinrent à Bucharest le 11 septembre , comme S. E. Suleyman Pacha reprenait le chemin de Constantinople, emportant avec lui les vœux et les regrets de toute la Valachie ; et quelques jours après l'armée ottomane, après avoir quitté son campement de Giurgewo, par ordre de S. E. Fuad Effendi, hâta sa marche vers la capitale. Dès lors les événements se précipitent avec une rapidité qui fait assez voir que la Porte n'est plus seule à intervenir dans le débat , et l'ombre de la Russie commence à s'étendre sur la malheureuse Valachie. En effet , le général Duhamel est dans le camp de l'envoyé du sultan comme il serait au milieu de ses propres soldats, attendant que les troupes du czar, qui avaient commencé un mouvement rétrograde au delà du Sereth , aient repris leurs premières positions qu'elles ne tarderont pas à franchir. D'un autre côté, S. E. Fuad Effendi , par une conduite bien éloignée de l'impartialité et de l'esprit de conciliation qu'avait montré son prédécesseur , en même temps qu'il met de l'affectation à accueillir auprès de lui les quelques boyards qui avaient quitté le pays à la suite de la révolution du 11 (23) juin, refuse obstinément de recevoir les députations parties de Bucharest pour lui porter les félicitations et les vœux du peuple , et dont la dernière avait à sa tête le métropolitain et les principaux dignitaires de l'Eglise, et il continue à s'avancer dans le pays, moins en pacificateur qu'en conquérant. Le lundi 13 (25) septembre, il se présente inopinément aux barrières de la capitale à la tête des troupes impériales. Là, sans tenir compte des protestations de la Lieutenance-Princière , qui, même en admettant le droit de la Porte de nommer et

de destituer à son gré les chefs de l'État, demeurait *de droit et de fait le gouvernement légal de la Principauté, tant qu'elle n'aurait pas été régulièrement dissoute par les mêmes pouvoirs qui l'avaient constituée* (1), il convoqua dans son camp, par l'entremise du métropolitain, une députation de boyards et de notables, à l'effet de leur donner lecture du firman dont il était porteur. La députation s'étant réunie à l'heure et dans le lieu indiqués, au nombre d'environ deux cent-cinquante personnes, S. E. Fuad Effendi lui signifia en ces termes les volontés de la Sublime Porte :

MESSIEURS,

Une révolutions inspirée par l'esprit du communisme, contre lequel toute l'Europe actuelle lutte et triomphe aujourd'hui, a éclaté chez vous. Elle a troublé la paisible sécurité que vous goûtiez au sein des institutions nationales que la Sublime Porte vous avait accordées.

Les principes de cette révolution sont tout-à-fait contraires à la nature des institutions des autres provinces de l'empire ottoman, et portent atteinte aux droits de suzeraineté de notre auguste monarque, ainsi qu'aux liens politiques de la Porte avec la Russie, liens que Sa Hautesse désire conserver dans toute leur intégrité.

Vos législations ne pourront jamais acquérir d'améliorations, tant qu'elles prendront leur source dans le désordre des révolutions et dans l'entraînement des passions.

Il faut donc que l'ordre légal soit rétabli tout d'abord, et que la moindre trace de votre révolution soit effacée. Telle est la décision suprême et inébranlable de Sa Hautesse le Sultan, mon maître et le vôtre.

En vous conformant à cette décision, vous mériterez son auguste clémence, tandis qu'en persistant à méconnaître vos devoirs de sujets fidèles vous attirerez sur vos têtes les effets de sa juste colère!

Habitants de la Valachie! la voix paternelle de votre souverain vous parle en ce moment; placez toute votre confiance dans son amour pour vous, et ne prêtez plus l'oreille à des promesses trompeuses, si

(1) Protestation de la Lieutenance-Principière en date du 11 (23) septembre aux consuls des diverses puissances.

vous voulez trouver le bonheur dont vous êtes privés dans l'état actuel de votre patrie.

Sa Hautesse le Sultan, afin de donner la force nécessaire à l'administration de votre pays, a décidé de remplacer la caïmacamie de trois membres, stipulée dans le Règlement organique, par une seule personne, qui remplira les fonctions de cette caïmacamie. A cet effet j'ai choisi, au nom du Sultan, le logothète Constantin Cantacuzène, lequel se recommande par la considération dont il jouit parmi vous et par son respect reconnu pour les institutions réglementaires.

Celui-ci, aidé de mes conseils et de ceux du général Duhamel, chargé de pouvoir de S. M. l'empereur de Russie, nommera un ministère provisoire, composé des hommes les plus recommandables du pays, et exécutera fidèlement les ordres de votre sultan. La présence de l'armée impériale, qui est venue en Valachie pour maintenir l'ordre légal, est une garantie suffisante pour la tranquillité intérieure. Son Exc. Omer pacha, général en chef de l'armée impériale, sera provisoirement gouverneur militaire de la ville de Bucharest. La police et la milice du pays seront également aux ordres de Son Excellence.

Boyards ! rentrez dans vos foyers, accourez autour de moi, afin de m'aider à rétablir l'ordre et la tranquillité au sein du pays. C'est là l'œuvre que j'ai pour mission d'accomplir, l'œuvre que nous désirons tous de voir se réaliser.

Prêtres ! serviteurs de Dieu, votre devoir est de prêcher l'union et la soumission ! Efforcez-vous de remplir vos devoirs envers Dieu et envers les hommes.

Négociants, et vous artisans ! les lois du pays vous ont protégés jusqu'à présent, il est donc de votre devoir et de votre intérêt de donner l'exemple de la soumission envers l'ordre légal du pays.

Habitants des campagnes ! retournez à vos champs pour vous remettre au travail de la terre, de cette terre qui a été pour vos pères, et qui est pour vous et pour vos enfants une source de bonheur. Laissez aux mains paternelles du gouvernement le soin d'alléger vos souffrances !

Fait au quartier-général de Bucharest, 1848, septembre 13(25).

Signé : Le référendaire du Divan impérial,

FUAD EFFENDI,

Commissaire impérial dans les Principautés.

Rapprochée de la lettre lue un mois auparavant par ordre de S. E. Suleyman Pacha aux boyards et aux notables de Bucharest, cette pièce est un document précieux : la main de la Russie s'y fait voir d'un bout à l'autre. Les députés comprirent que la cause de la révolution était perdue. Cependant ils tentèrent un dernier effort, à l'exception d'une dizaine de boyards que l'on vit empressés au devant de la servitude. Rappelant toutes les preuves de soumission que le pays avait données à la Sublime Porte depuis trois mois, et les droits des Principautés qu'elle-même avait toujours reconnus, ils protestèrent énergiquement contre le rétablissement du Règlement organique; et comme le commissaire impérial paraissait disposé à passer outre, ils le supplièrent d'en référer une dernière fois à son gouvernement, le rendant, en cas de refus, responsable des suites que pouvait avoir un appel à la force brutale dans les conjonctures présentes. En effet, plus de quarante mille citoyens, artisans, bourgeois, corporations des villes, leurs bannières en tête, paysans des villages précédés de leurs prêtres portant la croix, hommes de toute classe et de tout âge, groupés confusément dans l'espace étroit compris entre le camp des Turcs et la ville autour de laquelle ils formaient comme une muraille vivante, semblaient attendre le moment, non d'essayer une vaine résistance, mais de faire entendre une dernière et solennelle protestation au seuil de leurs foyers et de leurs droits violés. Fuad Effendi, pour toute réponse, fit cerner les députés par les troupes, et renvoyant sous escorte les boyards qui avaient accepté le Règlement, il fit enfermer le reste de la députation dans le monastère de Cotroceni, d'où elle ne devait sortir au bout de cinq jours que pour être dirigée sur la frontière turque.

A quelques heures de là, les troupes impériales entraient à Bucharest au pas de charge, la baïonnette au bout des fusils, la mèche des canons allumée, après avoir dispersé au galop de leurs chevaux ces paysans sans armes qui tombaient

à genoux au-devant des soldats, et présentaient leurs poitrines nues au fer des lances en mêlant au cri de : *Vive le Sultan!* celui de : *Vive la Constitution!* Une fois qu'elles eurent pénétré dans la ville, les troupes se formèrent en divers détachements qui reçurent l'ordre d'occuper les casernes et les principaux établissements, entre autres, le consulat-général de Russie qui devint bientôt comme une véritable forteresse. La Lieutenance-Principière persistant jusqu'au dernier moment dans la ligne de conduite qu'elle s'était tracée, et voulant à tout prix prévenir un conflit dont elle prévoyait les suites, avait dégarni Bucharest de troupes, et n'avait laissé pour la garde d'une capitale de 120,000 habitants que cinq cents hommes du 2^e régiment consignés dans leur caserne. Vers trois heures, un détachement turc sous les ordres de Kerim Pacha se présente devant cette caserne, et somme le colonel commandant de l'évacuer. Les cinq cents hommes étaient rangés en bataille au fond de la cour, les armes non chargées. Le colonel ordonne à sa troupe de rendre aux Turcs les honneurs militaires, mais il refuse de leur livrer la caserne sans ordre supérieur. Durant ces pourparlers, les Turcs ayant fait feu les premiers sur une compagnie de pompiers qui s'avancait au pas de course pour rallier les soldats de la milice, cette attaque imprévue donna lieu à un engagement meurtrier que la Lieutenance-Principière avait tout fait pour prévenir.

Cet événement, qui a été diversement raconté, mais dont nous avons donné le récit exact d'après les dépositions des témoins, recueillies par les soins du consul-général de Sa Majesté Britannique, accrut encore l'exaspération des troupes ottomanes, et le soir Bucharest, du moins dans les quartiers isolés, ou voisins des postes occupés par les Turcs, offrait l'aspect d'une ville emportée d'assaut.

La Lieutenance-Principière protesta le jour même contre ces actes odieux. Une autre protestation, conçue en termes encore plus énergiques, et couverte de milliers de signatu-

res fut adressée le lendemain à S. E. Fuad Effendi par les habitants de Bucharest.

Telle fut, en abrégé, cette journée du 13 (23) septembre, moins regrettable peut-être par le sang qui fut versé que par les suites qu'elle devait avoir, et qui n'entraient pas, du moins on doit le présumer, dans les prévisions de l'envoyé de Sa Hautesse. En effet, le lendemain Bucharest, bien que toute apparence de trouble eût cessé, était déclarée en état de siège, et placée sous le commandement d'Omer pacha, général en chef de l'armée impériale; M. Constantin Cantacuzène était installé comme caïmacam, et dissolvait ainsi de fait la Lieutenance-Princièrè qui jusque-là avait refusé de quitter le palais du gouvernement, où elle s'était déclarée en permanence, attendant qu'on lui signifiât sa déchéance. Deux jours encore plus tard (28 septembre), le général Lüders franchissait le Sereth à la tête de l'avant-garde russe. Enfin, le 10 octobre, M. Duhamel signifiait au représentant de la cour suzeraine qu'il occupait militairement les Principautés par l'ordre de l'empereur son maître. Fuad Effendi, interdit d'un dénouement qu'il n'avait pas voulu, mais qu'il avait amené cependant, essaya de protester; mais ce fut en vain : l'occupation des Principautés par la Russie était un fait accompli.

Si nous avons rappelé, non sans quelque émotion ces scènes douloureuses, ce n'est point dans l'intention d'aigrir des ressentiments que nous voudrions au contraire contribuer à éteindre, ni d'élever des récriminations au moins inutiles, peut-être dangereuses, ni de rendre la Sublime Porte, ou même le représentant de la Sublime Porte, seuls responsables d'une erreur qu'ils ont sans doute déplorée les premiers. A Dieu ne plaise qu'il en soit ainsi ! Mais nous tenions à prouver à nos amis, comme à nos ennemis, que le mouvement libéral du 11 (23) juin, n'avait point été étouffé sous ses propres excès, comme nos oppresseurs voudraient le faire entendre, et que si le joug de la Russie

s'appesantit plus durement que jamais sur notre malheureuse patrie, nous ne méritons pas le reproche de l'y avoir appelé. Il a pu y avoir des fautes de commises; qui le sait mieux que nous? Mais notre cause en est-elle moins juste pour cela, moins digne des sympathies de l'Europe libérale et chrétienne? Trop de sévérité, d'ailleurs, deviendrait de l'injustice. Ce ne sont pas les hommes qui ont manqué aux choses; c'est le temps qui a manqué aux hommes.

Bien que notre intention ne soit pas de présenter ici une réfutation du Manifeste de l'empereur de Russie du 19 (31) juillet (nous renvoyons à la réponse qui y a déjà été faite par la Lieutenance-Principière) (1), nous ne saurions néanmoins passer sous silence deux points, à l'aide desquels le cabinet de Saint-Pétersbourg voudrait justifier son intervention par le droit de légitime défense. Ce sont ces deux points que nous avons indiqués en commençant, et relatifs le premier à un prétendu accord entre les populations valaques de la Turquie, de l'Autriche et même de la Russie dans le but de fonder l'unité roumaine, le second aux doctrines socialistes et communistes au nom desquelles se serait faite la révolution de Bucharest, et que le gouvernement provisoire aurait tenté d'appliquer dans le pays.

La première imputation tombe d'elle-même si l'on considère que les divers mouvements qui ont agité dans le courant de cette année la Valachie et les contrées voisines de la Valachie, et entre lesquels le cabinet de Saint-Pétersbourg prétend à tort établir une corrélation directe, ont été successifs et non point simultanés. En outre, il est aisé de voir qu'ils n'ont eu ni la même origine, ni les mêmes causes : ce qui tend encore à infirmer l'argument de la Russie. Ainsi le mouvement moldave du 28 mars, opéré en haine du prince Stourdza, n'allait pas au delà de la modification de certaines parties du Règlement organique dont la révo-

(1) Pièces justificatives, n° IV.

lution valaque qui éclata trois mois plus tard voulait l'abolition en entier ; tandis que les mouvements de la Transylvanie et du Banat, dirigés uniquement contre l'oppression des magyars, trahissent des préoccupations, une pensée toutes différentes. De plus, il y a à dire ceci, que la Valachie et la Moldavie manifestaient formellement dès le début l'intention de rester unies à la Sublime Porte, tandis que la Transylvanie, de son côté, déclarait vouloir garder sa position vis-à-vis de l'Autriche? Comment donc des mouvements partiels, dont quelques-uns n'avaient rien de politique, nés à distance de causes différentes, poursuivant un but séparé, se seraient-ils rencontrés dans une même pensée, autre que ce besoin d'indépendance qui rend tous les peuples solidaires, et ce désir naturel à tous les opprimés de se soustraire à leurs oppresseurs (1)?

Ainsi s'évanouit ce fantôme d'un royaume daco-roumain qui n'exista jamais que dans l'imagination de M. de Nesselrode, et pour les desseins de la Russie désireuse, on le coi.çoit, de paraître faire cause commune avec la Turquie et avec l'Autriche.

Le second argument, où triomphe la Russie, paraît avoir sa source dans l'article 13 de la déclaration des droits que nous avons citée plus haut en entier. Disons d'abord que la révolution en formulant ces principes n'a rien créé; elle n'a fait que rappeler les droits historiques des Principautés, et le souvenir encore vivant des antiques institutions nationales. En effet, ces institutions avaient toujours réparti également l'impôt, sans distinction de rang ni de classe : magistrat, prêtre, négociant, propriétaire, chacun portait sa part des charges de l'Etat, de même qu'il était appelé à l'exercice des droits politiques. Le chef de l'Etat se prenait indistinctement dans toutes les classes de la nation. Les devoirs, comme les droits, étaient égaux pour tous, et la

(1) Voir la réponse au Manifeste, page 63.

loi ne reconnaissait point de noblesse privilégiée, mais simplement des fonctions publiques attribuées aux plus capables et conférant des titres honorifiques, mais non héréditaires. Pour ce qui est de l'article 13 en particulier, lequel abolit les corvées et déclare le paysan propriétaire du petit lot de terrain dont l'usufruit lui était assuré en indemnisant le propriétaire de la perte de ses droits seigneuriaux, où voit on là du communisme? Mais, s'il était vrai, il faudrait adresser le même reproche à l'Autriche, à la Hongrie, et bien avant elles à la Prusse et aux autres États de l'Allemagne, qui ont les premiers donné l'exemple du rachat des corvées par l'Etat, et de l'abandon en toute propriété aux paysans des lots de terrain dont ils n'avaient eu jusque là que l'usufruit (1).

On le voit, ce n'était pas une tendance à un démembrement partiel de l'empire ottoman, pour parler le langage de la Russie, ce n'était pas le renversement de tout ordre social que S. M. l'empereur Nicolas poursuivait dans notre révolution, pas plus que ce n'est dans l'unique but d'y rétablir l'ordre qu'il a fait entrer ses soldats dans les Principautés. Car le lendemain même de l'entrée des Russes, l'ordre régnait à Bucharest, comme il régnait autrefois à Varsovie, et cependant les promesses de l'empereur ne se sont pas encore réalisées. « *Du moment*, est-il dit dans le Ma-

(1) Il était évident que les corvées, dîmes et autres redevances, restes barbares des institutions féodales, ne pouvaient plus être maintenues, surtout après l'exemple de la Transylvanie et des provinces voisines. Quant à la concession faite au paysan d'une portion de la terre appartenant au seigneur, moyennant indemnité, elle reposait sur un droit en usage de tout temps dans le pays, et que le Règlement organique lui-même reconnaît (art. 145) en affectant au cultivateur 9 pogones (4 hectares et demi) de terrain dont l'usufruit lui appartient de droit, et que le propriétaire ne peut jamais lui reprendre. La nouvelle loi, en concédant au paysan ces 9 pogones, ou une quotité équivalente (rien n'était déterminé) constituait l'État débiteur à sa place envers le propriétaire des redevances annuelles que celui-ci en tirait (5 ducats, environ 59 francs), jusqu'au remboursement intégral de l'indemnité fixée pour le rachat de la terre. Il n'y avait donc là ni intérêt de lésé, ni principe de droit naturel de violé.

nifeste, que l'ordre légal aura été rétabli en Valachie, ou que la Porte croira avoir acquis une garantie suffisante de la tranquillité ultérieure des deux provinces, nos troupes se retireront. » Or, cette tranquillité n'est plus troublée. Il est vrai que la Russie a eu quelque peine à rétablir ce qu'elle appelle l'ordre *légal* : les paysans se sont insurgés dans des districts; plusieurs villes ont refusé d'amener le drapeau national; et presque partout les nouveaux administrateurs (préfets) ont dû être installés avec l'appui des baïonnettes étrangères. Mais enfin toute résistance a cessé. D'où vient donc que malgré l'engagement solennel pris à la face de l'Europe, malgré les demandes réitérées de la Porte, 50,000 Russes sont encore dans les Principautés réduites par eux à la plus affreuse misère? Et comme si ce n'était pas assez d'un pareil nombre pour les projets ultérieurs de la Russie, d'où vient que par la bouche de son ambassadeur à Constantinople elle propose au Divan d'occuper le pays pendant cinq ans, en frappant un impôt de 300,000 roubles destiné à couvrir les frais de l'occupation, et dont elle offre généreusement de faire l'avance à la Valachie pour la tenir mieux sous sa dépendance? Pourquoi ces mesures violentes de répression, ces exécutions posthumes auxquelles la Porte souscrit à regret, et dont les correspondances de Constantinople et de Bucharest nous apportent chaque jour le récit lamentable? Pourquoi ces milliers de citoyens qui encombrant les prisons du pays et les routes de l'exil, et dont le nombre fait assez voir que la révolution n'était pas l'œuvre d'une minorité, comme on l'a prétendu? Pourquoi enfin tant de mensonges, tant de détours, tant d'intrigues et de ruses diplomatiques de la part de la Russie dans le but de donner le change à l'Europe? Si elle a la brutalité des forts, qu'elle n'ait pas l'hypocrisie des faibles.

Pour nous, en protestant, comme nous l'avons fait, au nom de la justice et de l'humanité, contre les allégations mensongères du cabinet de Saint-Petersbourg, en nous mon-

trant aux yeux de l'Europe sinon tels que nous avons été , du moins tels que nous avons voulu être, nous avons cru remplir un devoir de respectueuse déférence envers les cabinets dont nous attendons justice et réparation dans l'avenir, envers la Sublime Porte dont nous avons toujours respecté les droits en lui demandant de respecter les nôtres, mais surtout un acte de justice envers nos frères opprimés et envers notre patrie malheureuse qu'on calomnie pour mieux l'asservir.

Il ne nous reste plus maintenant, en présence des maux que l'occupation des Principautés par les Russes fait peser sur elles, qu'à protester une dernière fois contre l'iniquité et les dangers de cette occupation, qui en livrant, pour ainsi dire, les provinces danubiennes à la Russie, compromet gravement la sûreté générale de l'Europe et le maintien de l'équilibre.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

PIECES JUSTIFICATIVES

DES ENDOVALIERS

DES PROITS

MEMOIRE JUSTIFICATIVE

MÉMOIRE JUSTIFICATIF

DES DROITS

DES MOLDO-VALAQUES.

Le cabinet russe dit, dans son Manifeste du 19 (31) juillet dernier, que les principautés de Moldavie et de Valachie « *n'ont politiquement d'existence, quant à la Russie, qu'en vertu des traités conclus entre elle et la Porte ottomane, traités n'ayant eux-mêmes rien de commun avec l'ensemble des transactions sur la base desquelles est fondé le droit public de l'Europe.* »

Comme une pareille assertion, si elle était fondée, ne tendrait à rien moins qu'à introduire deux droits publics en Europe, l'un qui serait basé sur l'ensemble des transactions européennes, l'autre qui résulterait des transactions propres de la Russie avec l'Orient, et placerait par là même l'empire ottoman tout entier en dehors du droit commun ; comme, en outre, elle porte atteinte aux droits des Principautés par une violation manifeste de l'esprit et de la lettre des traités, il convient de présenter ici un court exposé des transactions qui règlent la situation de la Moldo-Valachie vis-à-vis de la cour suzeraine et de la cour soi-disant protectrice.

Vers la fin du ^{xiv}e siècle, les Roumains des deux Principautés de Valachie et de Moldavie, pressés entre les attaques incessantes des Turcs et les agressions des Hongrois, des Polonais et des Tartares, se placèrent d'eux-mêmes sous la suzeraineté de la Porte, par un traité conclu entre Mircea I^{er}, prince de Valachie, et Bajazet I^{er}, sultan des Turcs. Ce traité, signé à Nicopolis l'an 1393, porte :

Art. 1^{er}. Par notre grande clémence, nous consentons que la Principauté nouvellement soumise à notre force invincible, se gouverne

d'après ses propres lois, et que le prince de Valachie ait le droit de faire la guerre et la paix, et celui de vie et de mort sur ses sujets.

2. Tous les chrétiens qui, ayant embrassé la religion de Mahomet, passeraient ensuite des contrées soumises à notre puissance en Valachie, et y deviendraient de nouveau chrétiens, ne pourront être nullement réclamés et attaqués.

3. Tous ceux des Valaques qui iraient dans quelque partie de nos possessions, seront exempts du karatsh, et de toute autre capitation.

4. Les princes chrétiens seront élus par le métropolitain et les boyards.

5. Mais à cause de cette haute clémence, et parce que nous avons inscrit ce prince raya dans la liste de nos autres sujets, il sera aussi, celui-ci, tenu de payer par an, à notre trésor impérial, trois mille piastres rouges du pays, ou cinq cents piastres d'argent de notre monnaie.

Donné à Nicopolis, en 795 du mois de rebiul evvel ou en 1393, et inscrit dans les archives impériales.

En 1460, un nouveau traité, commémoratif et confirmatif du premier, fut conclu à Andrinople, entre Vlad V, prince de Valachie, et Mahomet II. Il est dit dans ce traité :

1° Le Sultan consent et s'engage, pour lui-même et pour ses successeurs, à protéger la Valachie, et à la défendre contre tout ennemi, sans exiger autre chose que la suprématie sur la souveraineté de cette principauté, dont les voïvodes seront tenus de payer à la Sublime Porte un tribut de dix mille piastres.

2° La Sublime Porte ne s'ingérera en rien dans l'administration locale de ladite Principauté, et il ne sera permis à aucun Turc de venir en Valachie sans un motif ostensible.

3° Chaque année, un officier de la Porte se rendra en Valachie pour recevoir le tribut, et sera accompagné à son retour par un officier du voïvode jusqu'à Giurgewo sur le Danube, où l'on comptera de nouveau la somme remise, et l'on en donnera un second reçu ; et lorsqu'elle aura été transportée de l'autre côté du Danube, la Valachie ne sera plus responsable, quelque accident qui puisse arriver.

4° Les voïvodes continueront d'être élus par l'archevêque métro-

politain, les évêques et les boyards, et l'élection sera reconnue par la Porte.

5° La nation valaque continuera de jouir du libre exercice de ses propres lois, et les voïvodes auront le droit de vie et de mort sur leurs sujets, comme celui de faire la paix ou la guerre, sans être soumis, pour aucun de ses actes, à aucune espèce de responsabilité envers la Sublime Porte.

6° Tous les chrétiens qui, ayant une fois embrassé la foi musulmane, se rendraient en Valachie, et reviendraient à la religion chrétienne, ne pourront être réclamés par aucune autorité ottomane.

7° Les sujets valaques qui auraient occasion d'aller dans quelque partie que ce soit des possessions ottomanes, ne pourront être forcés à payer le *karatsh*, ou la taxe de capitation à laquelle sont soumis tous les autres rayas.

8° Si quelque Turc a un procès en Valachie avec un sujet de ce pays, sa cause sera entendue et jugée par le *diyan* valaque, conformément aux lois locales.

9° Tous les marchands turcs se rendant dans cette principauté, pour y acheter ou vendre des marchandises, devront faire connaître aux autorités locales le temps qu'ils doivent y séjourner, et devront partir lorsque ce temps sera expiré.

10° Aucun Turc n'est autorisé à emmener avec lui, un ou plusieurs domestiques natifs de Valachie, de quelque sexe que ce soit ; et aucune mosquée turque n'existera jamais dans aucune partie du territoire valaque.

11° La Sublime Porte promet de ne jamais délivrer un *firman* à la requête d'un sujet valaque, pour ses affaires en Valachie, de quelque nature qu'elles puissent être, et de ne jamais s'arroger le droit d'appeler à Constantinople, ou dans aucune autre partie des possessions turques, un sujet valaque, sous quelque prétexte que ce puisse être.

Tels sont les traités connus sous le nom de Capitulations qui rattachent la Valachie à l'empire ottoman ; la Moldavie a stipulé en sa faveur des conditions encore plus avantageuses (1513).

Ainsi donc, en se plaçant sous la suzeraineté de la Porte, les Principautés n'ont aliéné aucun des attributs essentiels de la souveraineté ; elles n'ont fait que contracter avec elle une de ces alliances inégales qui, sans porter aucune atteinte à la souveraineté intérieure de l'État

faible, l'oblige néanmoins à certains devoirs de vassalité envers le suzerain, comme elle impose au suzerain le devoir de protection envers le vassal.

Le traité de 1460, bien qu'ayant souffert depuis lors de nombreuses atteintes en fait, demeure aujourd'hui encore parfaitement intact en droit, aucun traité postérieur n'étant survenu entre la Sublime Porte et la Valachie pour en modifier les dispositions. Il est donc le seul qui fonde le droit politique de la Valachie vis-à-vis de la Turquie. La Sublime Porte en a toujours réclamé les bénéfices, et, à la fin du XVIII^e siècle, elle le rappelait formellement, à Carlowitz, aux envoyés polonais qui élevaient des prétentions sur une partie du territoire moldave : « *Les Principautés, disait-elle, n'ont pas été soumises par la force des armes ; elles ont fait leur soumission volontairement, en vertu de capitulations qui obligent la Porte à protéger leur territoire ainsi que leurs libertés.* »

En 1773 et 1812, elle tenait à peu près le même langage à l'Autriche et à la Russie qui s'emparaient, la première de la Bucovine, et la seconde de la Bessarabie.

La Sublime Porte reconnaît donc en principe les capitulations ; quant aux violences et aux agressions fréquentes dont les Principautés ont été victimes depuis, elles ne sauraient détruire le droit, et jamais, du reste, elles n'ont constitué un état régulier, un fait constant, accepté par un consentement, même forcé, des Moldo-Valaques. D'ailleurs, il faut le dire, ces continuelles attaques de la Turquie, justifiables peut-être, au point de vue de la cour suzeraine, par les tentatives répétées des Moldo-Valaques pour ressaisir la totalité d'une indépendance dont ils n'avaient consenti qu'à regret à aliéner une partie, avaient pour but, non de leur enlever l'autonomie qu'elle ne leur a jamais contestée, mais de les replacer dans les conditions précises de vassalité auxquelles ils voulaient échapper. Seulement, comme il arrive toujours en pareil cas, la domination du vainqueur pèse chaque fois plus durement sur le vaincu.

Ainsi le voulaient le malheur et l'ignorance des temps. Mais dès que le vieux fanatisme musulman perdant peu à peu de son influence, la Porte se fut mise à la suite de la civilisation européenne, qu'elle n'avait pu réussir à arrêter dans sa marche, de nouveaux besoins amenèrent une politique nouvelle plus régulière, plus rationnelle, plus loyale, plus conforme aux droits et aux intérêts respectifs des pro-

vinces vassales et de la cour suzeraine. Nous dirons tout-à-l'heure dans quelle circonstance solennelle fut inaugurée cette politique nouvelle qui, acceptée de bonne foi par les deux parties, mais peu comprise ou méconnue à dessein par les cabinets de l'Europe, a amené la crise actuelle. Ce que nous avons à constater pour le moment, c'est qu'aujourd'hui les droits des Principautés ne sont plus menacés par la Turquie, ni la suzeraineté de celle-ci suspectée par les Principautés. Le débat n'existe donc plus entre la Porte et les Moldo-Valaques, mais entre ceux-ci et la Russie, qui tend à se substituer aux droits de la cour suzeraine, en donnant même à ces droits une extension qu'ils n'ont pas. Examinons donc l'origine du protectorat russe, ses droits et ses prétentions.

Au commencement du XVIII^e siècle, Pierre-le-Grand, comme il songeait à déclarer la guerre à la Turquie, profita des griefs qui indisposaient les Moldo-Valaques contre cette puissance pour conclure avec eux deux traités d'alliance, l'un avec la Valachie en 1710, l'autre en 1711, avec la Moldavie. Ce dernier porte :

Art. I^{er}. La Moldavie contiendra tout le territoire compris entre le Dniester et le Budjak. Toutes les forteresses situées sur la rive gauche du Pruth appartiendront, comme de droit, à la Moldavie.

Art. II. La Moldavie ne paiera aucun tribut à la Russie.

Art. III. Le prince s'oblige à tenir dix mille soldats dont la solde sera payée par S. M. l'Empereur.

Art. IV. La Russie ne pourra jamais s'immiscer dans les affaires du pays ; et il ne sera permis à aucun Russe de se marier ou d'acheter des terres et des propriétés en Moldavie.

Art. V. Le titre du prince sera : Altesse Sérénissime, prince et seul maître (*singûr stăpînitôr*) de la Moldavie, allié de la Russie.

Signé : PIERRE I^{er} et DÉMÈTRE CANTEMIR.

Telles sont les premières relations officielles du cabinet de Saint-Petersbourg avec les Principautés. La Moldavie existe dès lors, ainsi qu'il ressort clairement de la teneur même du traité, comme un État régulier, indépendant, ce qui n'empêchera pas plus tard ce même cabinet de Saint-Petersbourg (Manifeste du 19 (31) juillet dernier) de prétendre que les Moldo-Valaques n'ont d'existence politique que celle qu'ils tiennent de la généreuse assistance des czars.

La Turquie vaincue tourna toute sa colère contre les Principautés. Pour les punir de l'alliance que les princes indigènes avaient essayé de contracter avec l'Autriche et la Russie, elle leur imposa, pour l'avenir, des princes étrangers, choisis parmi les Grecs du Phanar, détermination funeste à laquelle applaudit en secret la Russie, trop habile pour ne pas pénétrer dès lors l'appui qu'allaient prêter à sa politique des princes étrangers à la Porte et au pays, dans une position précaire, prompts à se laisser gagner, plus aisés à compromettre, et dont elle saurait se faire des instruments en s'en faisant des complices.

Telle fut l'origine de la domination des Phanariotes (de 1716 à 1821), temps déplorable s'il en fut, où tous les maux à la fois semblaient avoir fondu sur les Principautés : brigandage organisé, guerres civiles, épuisement des ressources du pays, corruption dans toutes les branches de l'administration, affaiblissement du caractère national. Mais de tous ces maux le pire fut le protectorat russe.

L'origine ou plutôt la pensée première de ce protectorat, qu'aucun traité ne reconnaît ni ne garantit, apparaît pour la première fois, humble il est vrai, timide et comme peu sûre d'elle-même, dans le traité de Kutschuk Kainardgi, où nous voyons la Russie intervenir comme médiatrice entre les Principautés et la Porte. En effet, dans ce traité qu'elle conclut avec cette dernière, en 1774, elle stipule à l'art. 16 la clause suivante :

« La Sublime Porte consent encore que, suivant les circonstances » où se trouveront les deux susdites Principautés, les ministres de la » cour impériale de Russie puissent parler en leur faveur ; et la Sublime Porte promet d'avoir égard à ces représentations, conformément à la considération amicale et aux égards que les puissances » ont les unes envers les autres. »

C'est en vain que dans la convention explicative du traité de Kainardgi, signée à Constantinople en 1779, la Porte parvint à limiter ce droit d'intercession de la Russie aux seuls cas spécifiés dans l'art. 16 du susdit traité. La Russie, profitant des excès commis par les princes phanariotes, pour s'ouvrir la voie du protectorat, arracha deux ans plus tard à la Porte, par une convention secrète, la faculté plus redoutable encore d'avoir dans les Principautés un consul général *censeur de la conduite des princes*.

Dès lors la Russie marche rapidement vers son but qu'il était depuis longtemps facile d'entrevoir et qu'elle-même ne se donne presque

plus la peine de cacher. En 1812 (traité de Bucharest), elle met la main sur la Bessarabie aux dépens de cette même principauté de Moldavie, dont elle avait juré en 1711 de respecter le territoire.

Les Roumains comprirent alors ce que valaient les protestations de dévouement et l'amitié des czars. Le souvenir de l'incorporation de la Bucovine à l'empire d'Autriche les éloignait également de la cour de Vienne; ils eurent recours un moment à l'empereur Napoléon, puis à la Sainte-Alliance; mais ces deux tentatives demeurèrent sans résultat, et ce fut alors que le parti national, après s'être posé pendant plusieurs siècles comme l'antagoniste de la Porte, se tourna subitement de son côté, comptant plus sur la loyauté des Musulmans que sur les promesses des puissances chrétiennes.

C'était au moment où Ipsilanti, à la tête de corps francs levés et organisés en Russie, venait d'envahir les Principautés (1821) dans le dessein de les soulever contre la Porte. Il tenta d'attirer dans son parti le chef du parti national Théodor Wladimiresco; mais celui-ci, qui comprenait mieux peut-être qu'Ipsilanti lui-même les suites d'une insurrection dirigée en secret par la Russie, refusa d'unir sa cause à celle des ennemis de son pays, et voyant la Turquie menacée, il envoya proposer à celle-ci un rapprochement définitif et sincère, basé sur le respect inviolable des libertés du pays. La Porte comprit cette fois ses intérêts, et, après s'être délivrée d'Ipsilanti, elle rendit aux Principautés le droit d'avoir des princes indigènes, se réservant pour cette fois la faculté de les nommer directement.

La Russie ne sut cacher ni son mécontentement ni son dépit. Le retour des princes indigènes, n'était-ce pas la perte de son influence, la ruine ou du moins l'ajournement de ses desseins? Toutefois, comme ses plaintes et ses intrigues n'aboutirent à rien, elle attendit patiemment une occasion favorable de regagner le terrain qu'elle venait de perdre. C'est ainsi qu'en 1826 elle parvint à faire insérer dans le traité d'Akerman une clause en vertu de laquelle elle se réservait le droit de faire aux princes régnants « *des représentations sur les régle-
ments financiers établis par les hatti-chérifs de 1802 et sur le
maintien des privilèges du pays.* » Cette clause resta cependant sans effet, les nouveaux princes indigènes s'étant refusés à reconnaître à la Russie un droit qui ne lui appartenait pas et qui lui eût donné la faculté d'intervenir tous les jours dans les affaires intérieures du pays, lorsque la puissance suzeraine elle-même n'avait ni le droit ni la vo-

lonté de se mêler dans ces affaires. La Porte sentait parfaitement qu'il y avait contradiction à stipuler une surveillance quelconque pour le maintien des privilèges des Principautés, quand le premier de ces privilèges était l'indépendance administrative et législative absolue de ces mêmes Principautés. Aussi encourageait-elle les princes indigènes dans leur résistance aux prétentions de la Russie qui se vit obligée d'ajourner encore ses projets de domination.

Heureusement pour la Russie, cette même convention d'Akerman renfermait un article qui, par la singulière interprétation qui lui fut donnée, devait lui fournir les moyens de prendre plus tard une éclatante revanche. Cet article était ainsi conçu : « Les troubles survenus » dans les dernières années en Moldavie et en Valachie ayant porté la » plus grave atteinte à l'ordre dans les diverses branches de l'admini- » stration intérieure, les hospodars seront tenus de s'occuper, sans le » moindre délai, avec leurs divans respectifs, des mesures nécessaires » pour améliorer la situation des Principautés confiées à leurs soins, et » ces mesures feront l'objet d'un règlement général pour chaque pro- » vince, lequel sera mis immédiatement à exécution. »

Voilà qui est clairement et nettement défini ; il n'y a pas de méprise ni de contestation possible. La nation est appelée à se réglementer elle-même en vertu de la souveraineté administrative et législative qui lui appartient ; ce Règlement sera rédigé par les hospodars, de concert avec leurs divans respectifs, et aussitôt rédigé il sera mis à exécution. Il n'est pas fait mention de sanction quelconque.

Un travail préparatoire est en effet commencé pour la future constitution lorsque la Russie déclare la guerre à la Turquie, en 1828, et fait occuper les Principautés par un corps de plus de 100,000 hommes. Maitresse du pays, elle reprend elle-même l'œuvre de la constitution moldo-valaque. Le général russe, *président plénipotentiaire des divans de Moldavie et de Valachie* (c'est le titre qu'il se donne), institue d'office une commission composée de deux boyards élus par l'assemblée des boyards de chaque principauté et d'un nombre égal de membres à son choix. Cette commission commence son travail à Bucharest sous la présidence du consul russe, Mintziaki, *muni d'instructions à cet égard*, et la Porte, qui est obligée de signer le traité d'Andrinople en 1829, s'engage d'avance à confirmer ce Règlement qui n'est pas encore terminé, qui ne le sera que trois ans plus tard, qu'elle ne connaît pas et que, par conséquent, elle ne peut affirmer

être l'expression du vœu général de la nation. Cependant, par une contradiction inexplicable, en même temps que la Russie violait de la manière la plus inouïe et la plus audacieuse le droit d'autonomie des Principautés, se mettant d'avance à l'abri derrière le traité d'Andrinople, elle reconnaissait formellement ce droit en prenant pour base dans ce même traité d'Andrinople les anciennes capitulations avec la Porte, lesquelles posent en principe, comme nous l'avons dit, l'indépendance pleine et absolue des Principautés en matière de législation et d'administration.

En effet, l'art. 5 du traité d'Andrinople porte :

« Les principautés de Moldavie et de Valachie, s'étant, par suite » d'une capitulation, placées sous la suzeraineté de la Sublime Porte, » et la Russie, *ayant garanti* leur prospérité, il est entendu qu'elles » conserveront tous les privilèges et immunités qui leur ont été accordés, soit par leurs capitulations, soit par les traités conclus » entre les deux cours impériales, ou par les hatti-chérifs promulgués à diverses époques. En conséquence elles jouiront d'une parfaite sûreté, d'une administration nationale indépendante, etc. »

Remarquons le titre de garante que se donne ici la Russie. Dans le traité de Kutschuk Kainardji, elle ne se reconnaissait qu'un *droit d'intercession*; maintenant c'est un *droit de garantie*; bientôt, dans le protocole même de ce règlement qu'elle prépare avec tant de soin, ce sera un *droit de protection* qui équivaldra à la ruine et à l'asservissement des Principautés.

L'acte séparé du même traité porte encore :

« Les hospodars régleront librement toutes les affaires intérieures » de leurs provinces en consultant leurs divans respectifs, etc.

» Pour mieux assurer l'inviolabilité du territoire moldave et valaque, la Sublime Porte s'engage, etc.

» Le gouvernement des deux Principautés jouissant de tous les » privilèges d'une administration indépendante, etc. »

Ces clauses sont explicites : elles établissent clairement l'indépendance absolue des Principautés pour tout ce qui a rapport à leurs affaires intérieures. Voici maintenant en quels termes est ratifié dans le même traité le Règlement qui n'était pas encore terminé :

« La Sublime Porte, désirant assurer de toutes les manières le bien-être futur des deux Principautés, s'engage solennellement à confirmer les règlements administratifs qui, durant l'occupation de ces

» deux provinces par les armées de la cour impériale, ont été faits
» d'après les vœux exprimés par les assemblées des plus notables habitants du pays, et qui devront à l'avenir servir de base pour le régime intérieur des deux provinces, en tant, bien entendu, que les dits règlements ne porteront aucune atteinte au droit de souveraineté de la Sublime Porte. »

La Porte, comme on voit, fait une réserve ; elle rejette d'avance les atteintes qui pourraient être portées à son droit de suzeraineté, mais elle ne pense pas à sauvegarder de même les droits des Principautés, et la Russie poursuit son travail sur le Règlement, certaine qu'une fois terminé, elle saura bien l'imposer au pays.

En effet, deux assemblées générales devaient se réunir à Jassy et à Bucharest pour réviser le travail des commissaires ; mais au lieu d'être convoquées d'après les anciennes lois du pays, elles furent composées arbitrairement de boyards nommés directement par le général russe. Néanmoins, une forte opposition s'étant élevée même dans cette assemblée composée comme nous l'avons dit, le cabinet russe s'irrita : deux députés furent exilés, dont l'un était le métropolitain lui-même, président de l'assemblée ; les autres furent menacés du même sort, et le vote du Règlement fut ainsi emporté d'assaut. Toutefois quelques boyards protestèrent jusqu'à la fin et refusèrent de signer au péril de leur vie.

Le but de la Russie était atteint ; d'ailleurs l'Europe commençait à s'inquiéter : elle retira ses soldats.

Mais, vaincu, le parti national n'était pas étouffé ; deux années s'étaient à peine écoulées que l'Assemblée de 1836-1837 protestait à une immense majorité contre certaines parties du Règlement et notamment contre une disposition insérée après coup par la Russie, et qui, fermant aux Moldo-Valaques tout recours, même dans l'avenir, tendait à les dépouiller entièrement de leur droit d'autonomie (1).

La Russie, n'osant briser par la force cette opposition que ses intrigues n'avaient pu entamer, déféra *les rebelles* à la Sublime Porte qui, cédant à des insinuations perfides, lança un firman d'exil contre

(1) A la fin du règlement manuscrit, qui portait que l'assemblée pourrait, avec le concours de l'hospodar, faire au règlement les changements *devenus nécessaires*, la Russie voulait qu'on ajoutât : *toutefois cela ne saurait avoir lieu sans le consentement des cours suzeraine et protectrice.*

les chefs de l'opposition, et ordonna l'insertion de cette dernière disposition dans le Règlement organique.

C'est ce même Règlement organique que les cabinets de Paris, de Londres et de Vienne ont toujours refusé de reconnaître, que les Moldo-Valaques déclarent aujourd'hui nul de plein droits.

1° Comme ayant été voté sous le poids d'une occupation militaire, et par une assemblée qui n'était pas la représentation légale du pays ;

2° Comme violant dans ses principales dispositions les droits garantis aux Principautés, tant par leurs anciennes capitulations avec la Porte que par les hattî-chérifs et particulièrement par celui de 1834 où il est dit expressément que : « *Les deux Principautés ont tous les droits d'une législation indépendante.* »

Il résulte de ce qui vient d'être dit que ce ne sont pas les traités conclus entre la Russie et la Turquie qui fondent le droit politique des Principautés, mais leurs propres capitulations avec la Sublime Porte, capitulations qui font partie du droit public, qui sont antérieures aux traités dont voudrait se prévaloir la Russie, et qui, d'ailleurs, sont formellement reconnus par elle dans son traité d'Andrinople et dans le Règlement organique lui-même ;

Que le protectorat russe n'existe point en droit, et, qu'en fait, il n'a jamais été pour la Russie qu'un moyen de s'immiscer dans les affaires intérieures des Principautés ;

Que ce protectorat a été imposé à la Turquie aussi bien qu'aux Principautés ;

Que suivant l'esprit de ses propres traités, la Russie n'est que *puissance garante*, ce qui borne son droit d'intervention au seul cas où les Moldo-Valaques invoqueraient son assistance contre l'exercice abusif du pouvoir suzerain ;

Que les traités d'Akerman, de Bucharest et d'Andrinople n'ont pu, comme le prétend le manifeste impérial, « *rien ajouter ni substituer aux privilèges que les Principautés tenaient originellement de leurs anciennes capitulations avec la Porte.* » Car la Russie en se bornant à garantir quelques-uns seulement des privilèges attribués aux Principautés, ne peut annuler par là des droits plus étendus

qu'elles tiennent de leurs propres capitulations avec la Porte, à moins qu'à cet égard aussi elle ne professe des règles et des principes formant un droit à part dans le droit commun;

Que, d'ailleurs, la Porte n'entend nullement s'immiscer dans les affaires intérieures des Principautés; qu'elle leur reconnait une entière indépendance législative, et que ce principe étant de même implicitement proclamé dans le traité d'Andrinople qui invoque les anciennes capitulations, toute autre disposition des traités qui serait contraire à ce principe est en même temps contraire aux capitulations, contraire aux déclarations solennelles de la Porte, contraire même à l'esprit général des traités, et doit être considérée comme nulle, n'étant pas au pouvoir de la Russie d'annuler les capitulations ni l'effet des déclarations explicites de la Porte, ni même les principes proclamés dans ses propres traités, par quelques clauses contradictoires à ces principes ou par quelque concession surprise à la bonne foi de la Sublime Porte, ou par une constitution violemment imposée aux Principautés.

Que par conséquent les arguments exposés dans la circulaire du manifeste russe, en date du 19 (31) juillet, et sur lesquels la Russie prétend fonder son droit d'intervention dans les Principautés, ne peuvent pas supporter un examen sérieux et que les prétentions du protectorat russe seront réduites à néant du jour où les cabinets de l'Europe, cédant aux vœux des Moldo-Valaques et au désir de la Porte, consentiront à offrir leur médiation dans la question des Principautés danubiennes.

EXTRAIT DU MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

A S. E. TALA'AT EFFENDI,

Commissaire extraordinaire de la Sublime Porte dans les Principautés (mai 1843) (1).



Le parti libéral de la Valachie croit inutile de plaider près de la Sublime Porte la cause des réformes exigées par l'esprit du siècle.

Le gouvernement de la Sublime Porte s'est montré lui-même trop animé de l'esprit de progrès pour qu'on puisse lui supposer l'intention d'entraver l'amélioration des institutions de la Principauté.

Une telle intention, si elle pouvait exister, ne serait d'ailleurs ni juste, ni conforme aux intérêts de la Sublime Porte. Elle serait injuste, car elle serait contraire à l'esprit des capitulations, qui reconnaissent à la Principauté le droit d'autonomie, capitulations ratifiées par les traités conclus entre la Sublime Porte et la Russie, et tout dernièrement encore par celui d'Andrinople.

Elle serait contraire aux intérêts véritables de la Sublime Porte, car la Sublime Porte n'a rien à gagner à ce que la Principauté soit mal administrée, et elle a tout à perdre à s'aliéner la sympathie des diverses classes de la nation. L'influence malheureuse que la Russie exerce aujourd'hui dans la Principauté n'a pas d'autre origine que les trop nombreuses entraves apportées autrefois au développement de la prospérité publique, et qui réduisaient les Valaques à la nécessité de recevoir l'appui de la Russie.

La Sublime Porte, dans ses intérêts bien entendus, doit donc souhaiter le triomphe du parti libéral en Valachie, et applaudir à la destruction d'un Règlement qui est l'œuvre de la Russie, et qui n'a été voté par l'assemblée nationale que sous la pression de cent mille

(1) Traduction.

baïonnettes russes, sous la présidence du consul russe Mintziaki, et sous la menace imminente d'un exil en Russie, menace qui avait déjà frappé quelques membres de l'assemblée.

Les Valaques, revenus d'une ancienne erreur, renoncent à la politique de leurs pères, et ne songent aujourd'hui qu'à se rallier sincèrement à la Sublime Porte. Pénétrés de la justice de leur cause, ils sont résolus à dénier à la Russie les droits qu'elle s'est arrogés en dehors de la teneur des traités, et qu'elle n'exerce dans le pays qu'en vertu d'un Règlement illégal dont ils veulent résolument s'affranchir.

Une seule prévention pourrait peut-être retenir la Sublime Porte dans l'appui moral que nous attendons d'elle en cette circonstance; c'est l'imputation calomnieuse faite par le parti russe au parti national de vouloir se détacher entièrement de l'empire ottoman. Mais tel ne peut être le but de ceux qui vont au-devant de la Sublime Porte, lui demandant aide et protection pour mieux réussir à resserrer les liens qui rattachent leur patrie à l'empire ottoman; aujourd'hui, plus que jamais, les Valaques tiennent à placer leurs libertés menacées sous l'égide de l'intégrité de l'empire ottoman.

Que la Sublime Porte veuille être protectrice sincère des droits des Valaques, selon la teneur des traités, qu'elle déclare ne vouloir en aucune manière s'immiscer dans les affaires du pays, ni permettre qu'aucune puissance s'en mêle, et elle trouvera en ses protégés une nation fidèle et dévouée.

Pour éviter, du reste, toute prise à la calomnie, les Valaques croient devoir communiquer à la Sublime Porte les points principaux sur lesquels doit porter la réforme qu'ils projettent de faire dans leur constitution, afin de mettre la Sublime Porte à même de juger par elle-même si un seul de ces points porte atteinte à ses droits ou à ses prérogatives.

La constitution actuelle de la Valachie consiste dans le Règlement organique imposé par la Russie, et réservant à cette puissance, contrairement à l'esprit des traités, la faculté de s'immiscer dans les actes les plus essentiels du gouvernement valaque et de l'assemblée nationale. Il fait, en outre, peser tout le fardeau de l'impôt sur les classes les plus pauvres de la société, et restreint le pouvoir politique dans le cercle d'une aristocratie privilégiée, là où il n'avait jamais

existé que des fonctions publiques conférant des titres non héréditaires. Une triste expérience de dix-sept années prouve qu'il ne saurait conduire qu'à la guerre entre les diverses classes de la société et à la ruine complète du pays.

Les Valaques désirent donc changer cette constitution, et ils demandent, avant tout, une représentation plus équitable des diverses classes de la société dans l'assemblée nationale, afin que celle-ci soit une expression plus juste des vœux et des besoins du pays.

Ils veulent assurer la liberté de la presse, liberté que le Règlement lui-même n'avait pas supprimée, et dont ils n'ont été privés que par un ukase russe.

Ils demandent l'institution de la garde nationale, afin de pouvoir diminuer l'effectif des troupes de ligne, dont le maintien est dispendieux pour le pays, et ravit inutilement plusieurs milliers de bras à l'agriculture, source principale de la prospérité du pays.

Ils veulent faire peser l'impôt sur toutes les classes de la société, proclamer l'abolition de l'esclavage, et opérer l'affranchissement complet du paysan, moyennant une juste indemnisation de la part de l'État.

Ils veulent également assurer le principe de la responsabilité des ministres, afin que la chambre puisse les accuser et les rendre responsables de tous les abus et de toutes les prévarications qu'ils pourraient commettre dans le cercle de leur administration.

Ils veulent de plus l'abolition de tous les titres de noblesse, titres qui sont contraires à l'esprit de leur ancienne constitution, et qui créent une classe privilégiée exerçant seule des droits politiques et dépendant entièrement de la nomination du prince.

Ils désirent en outre diminuer la liste civile du prince; car cette liste, proportionnellement aux faibles ressources du pays, est supérieure à celle des plus grands souverains de l'Europe.

Telles sont les principales dispositions de la nouvelle constitution dont les Valaques veulent doter leur pays.

Ces dispositions, loin d'être hostiles aux droits et aux prérogatives de la Sublime Porte, sont en tout point conformes à ses intérêts les mieux entendus. Elles doivent assurer la prospérité intérieure du pays et resserrer les liens qui l'attachent à l'empire ottoman, en

excluant toute influence étrangère des actes du gouvernement et de l'assemblée nationale.

Le salut de la Valachie et de la Moldavie se trouve dans l'intégrité de l'empire ottoman , comme la sûreté de l'empire ottoman se trouve dans la prospérité , la sympathie et la force de ces Principautés.

Les Valaques ne doutent donc pas qu'ils ne trouvent auprès de la Sublime Porte l'appui moral et la protection qu'ils réclament d'elle en cette circonstance.

Suivent les signatures.

REQUÊTE ADRESSÉE A SA HAUTESSE LE SULTAN ,

Par la Lieutenance-Principière de Valachie.

LE 3 (15) AOUT 1848.

SIRE !

Au nom du peuple qui l'a élue , et dont elle est appelée à régir momentanément les destinées , la Lieutenance-Principière , confiante dans la justice éclairée et dans la bonté paternelle de V. M. I. , soumet humblement aux pieds de son trône ses griefs contre le passé et ses espérances pour l'avenir ; persuadée que faire entendre la voix de la justice et de l'humanité à celui qui est l'ombre de Dieu sur la terre , c'est avoir obtenu d'avance la reconnaissance de ses droits et la réparation de ses maux.

La Lieutenance-Principière croit inutile de remonter avant dans le passé. A quoi bon rappeler à V. M. I. la gloire et les services de nos pères ? Nous ne voulons l'entretenir que de nos malheurs. D'ailleurs, Dieu dispose à son gré des événements ; c'est aux hommes à tirer d'eux les leçons qu'ils renferment.

Chargés uniquement de plaider la cause du peuple valaque devant V. M. I. , en lui dénonçant les abus et les scandales du dernier règne, si nous la prions de se reporter avec nous à quelques années au delà , c'est que nous croyons de notre devoir de faire précéder nos griefs contre l'administration du prince Bibesco de quelques observations sur le Règlement organique que le prince était chargé de faire exécuter. Car la responsabilité de l'œuvre ne doit pas retomber tout entière sur l'ouvrier ; elle doit peser aussi sur l'instrument ; et comment attendre de bons effets d'une chose qui est reconnue mauvaise et défectueuse en soi ? V. M. I. n'ignore pas dans quelles circonstances ce Règlement fut introduit. Fruit de l'importation étrangère, quoique

basé, en apparence, sur les anciens droits et les anciennes coutumes du pays, voté par l'Assemblée générale de 1832 sous la pression de cent milles baïonnettes, à la suite d'une occupation militaire de quatre années, il devint, en fait, la charte constitutionnelle du pays, et son code à la fois politique, administratif et judiciaire. Apporté, au dire de ses auteurs, comme l'unique remède aux maux qui désolaient la Valachie, il causa les misères auxquelles elle est en proie depuis dix-sept ans; il devait sauver le pays: il l'eût perdu, si le pays, par un énergique effort, n'eût entrepris de se sauver lui-même.

Assemblage informe de vices et de contradictions de toute espèce, il suffit de parcourir les principales dispositions de ce Règlement pour reconnaître qu'il viole à chaque pas non seulement les droits qu'il prétend maintenir, mais encore les principes qu'il a posés lui-même. C'est ainsi, par exemple, qu'il conserve le principe du gouvernement électif, mais en dénaturant le mode d'élection. Ce n'est plus, comme autrefois, la nation entière qui nomme son prince et le prend indistinctement dans toutes les classes, ou dans presque toutes les classes de la société, en sorte qu'il peut arriver, comme, en effet, notre histoire en offre plusieurs exemples, que de simples moines soient appelés à l'exercice du pouvoir suprême. Le prince ne peut être choisi que parmi les quinze ou vingt boïers placés au sommet de la pyramide nobiliaire, et une assemblée de 150 membres, dont 27 seulement représentent, non pas la nation en masse, mais les classes moyennes, concourent à son élection.

La même inégalité, le même oubli des anciennes coutumes du pays, se retrouvent dans la composition de l'assemblée générale ordinaire, qui, siégeant chaque année et restreignant en principe, sinon en fait, l'autorité du hospodar, érige la Valachie en une sorte de principauté constitutionnelle. L'art. 45 du Règlement porte :

« L'assemblée générale ordinaire sera composée, sous la présidence » du métropolitain :

- » 1^o Des trois évêques diocésains ;
- » 2^o Des vingt boïers du premier rang ;
- » 3^o Des dix-neuf députés des districts, à raison de un par district » et un pour la ville de Kraïova, qui doivent être choisis par les pro- » priétaires fonciers du même district, être boïers, fils de boïers, et » avoir trente ans accomplis.
- » Total, quarante-deux membres. »

Ainsi, voilà une assemblée de quarante-deux membres qui représente à elle seule les intérêts de deux millions d'hommes, laboureurs, négociants, industriels, etc. ! Et ces quarante-deux membres sont pris dans la seule classe des boïers propriétaires ; et cela dans un pays où la propriété foncière est soumise à des lois qui sentent encore la barbarie des époques féodales ! Sous un gouvernement éclairé comme celui de V. M. I., où la terre est le partage de tous, où la loi protège également tous les citoyens, un tel état de choses, s'il était possible, entraînerait peu d'inconvénients. Mais que V. M. veuille bien songer un moment aux abus innombrables dont la loi devient complice, lorsque dans un pays comme celui-ci, composé presque exclusivement de propriétaires et de cultivateurs, mais dans une disproportion énorme, les cultivateurs, c'est-à-dire les neuf dixièmes de la population, sont représentés dans la chambre législative par les mêmes hommes dont ils tiennent la terre à ferme, et qui les accablent pour s'enrichir. Il arrivera ce que nous avons vu malheureusement trop longtemps : que le paysan sera écrasé sous les corvées ; que tandis qu'il est exclu de tous les bénéfices de l'État, il en supportera seul toutes les charges ; que les taxes et les redevances en nature croîtront chaque année dans une progression effrayante, au point qu'il ne lui restera bientôt plus que 50 jours de travail pour lui chaque année. Comment après cela cultivera-t-il le petit coin de terre qui doit le nourrir lui et sa famille, et que l'avidité du propriétaire n'a pas encore osé lui enlever ? La terre qu'il arrose de ses sueurs est stérile pour lui ; il ne jouit d'aucun des biens à la participation desquels Dieu a appelé toutes ses créatures ; épuisé de fatigue ou succombant aux atteintes du désespoir, il se couche dans le sillon qu'il vient de creuser, et ne se relève pas même sous le fouet du *dorobantz*. Quelques-uns, plus courageux, iraient bien chercher plus loin, dans un autre village, des maîtres plus humains ; mais, outre l'office rendu par le prince Bibesco, et qui attache en quelque sorte le paysan à la glèbe, ne trouveraient-ils pas partout les mêmes conditions, les mêmes charges, les mêmes corvées, la même impossibilité de vivre ? Et alors l'on voit les plus courageux encore d'entre ceux-là quitter, les larmes aux yeux, le champ qui les a vus naître, et qui refuse de les nourrir, et chassant devant eux leur famille, marcher, pauvres et nus, jusqu'à ce qu'ils rencontrent une terre plus hospitalière, innocents encore aujourd'hui, demain peut-être coupables, si Dieu et les hommes

n'ont pas pitié d'eux. C'est ainsi que nos campagnes se sont changées peu à peu en de vastes déserts, et que l'agriculture, qu'un grand ministre de la France appelait les deux mamelles de l'État, tarit, par l'abandon forcé où elle est tombée, les ressources du pays dont elle était la principale richesse. Les mêmes entraves étaient apportées au commerce par l'énormité des taxes et par les privilèges qui protégeaient les boïers contre tout recours judiciaire; et comme si ce n'était pas assez du dommage matériel, et que le Règlement organique, ayant pris à tâche de l'anéantir, ait voulu tuer à la fois l'âme et le corps de la nation, il exclut toutes les classes, hormis les boïers, de la participation aux emplois publics, et par cette exclusion, qui atteint justement la partie la plus intelligente et la plus éclairée de la nation, il ôte aux citoyens toute émulation, tout amour de la patrie, tout désir de s'instruire, toute aspiration vers le bien.

D'après ce court exposé que nous venons de mettre sous les yeux de V. M. I., on jugerait difficile de trouver dans la loi organique d'aucun pays quelque chose d'aussi oppressif, d'aussi vicieux que le Règlement de 1832; cependant le prince Bibesco trouva moyen de le rendre pire encore. L'on aurait droit de s'en étonner, s'il n'était pas dans la nature des choses que le mal engendre toujours le mal.

Il n'entre point dans notre pensée d'énumérer ici tous les actes arbitraires de l'administration du hospodar Bibesco. Loin de rappeler à plaisir ces temps désastreux, nous voudrions perdre entièrement la mémoire de nos maux, pour ne nous souvenir que des bienfaits que le pays attend de V. M. I. sous un nouveau gouvernement plus soucieux de ses intérêts et de son bien-être. Quelque soin, toutefois, quelque promptitude qu'il apporte à les fermer, les plaies de la patrie saigneront longtemps encore. Et comment pourrait-il en être autrement, après six années d'une administration comme celle que nous venons de traverser? V. M. a pu se convaincre, par les rapides observations que nous avons eu l'honneur de lui soumettre, combien l'assemblée générale, par son mode d'élection, tel qu'il était déterminé par le Règlement organique, était insuffisante à garantir les droits de la nation et les principes immuables de l'équité. Le hospodar Bibesco trouva que c'était trop encore, et il parvint, chose inouïe, à surpasser le Règlement organique en violences et en arbitraire. C'est ainsi qu'une assemblée s'étant rencontrée qui paraissait disposée à exercer un contrôle sévère sur ses actes, il la cassa sur l'heure, ne

voyant que des ennemis là où il désespérait de trouver des complices ; et qu'après avoir laissé le pays pendant trois ans sans représentation nationale , il convoqua à son gré , en faussant la loi électorale , une nouvelle chambre , cette fois bien à lui , dont le premier acte fut de voter un bill d'indemnité au prince pour toute sa conduite passée , en même temps qu'elle lui allouait , sans doute à titre de récompense nationale , le produit d'une branche considérable des revenus de l'État , l'impôt sur les bêtes à cornes , dont le rapport annuel est évalué à 15,000 ducats (1).

Les mêmes abus se retrouvent dans ses actes administratifs. Le trésor public est au pillage ; le budget de la capitale est en déficit , malgré la notable augmentation des revenus due aux nouvelles taxations que l'assemblée de 1843 avait votées au profit des villes ; il absorbe dans l'espace de quatre années près de 100,000,000 piastres (2), tant en impôts ordinaires d'après ses propres budgets qu'en impôts extraordinaires et en réserves laissées par l'administration précédente ; il attache le paysan à la glèbe en interprétant arbitrairement l'article 144 , qui apporte des restrictions à la faculté qu'a le cultivateur de changer de domicile ; enfin , comme si ce n'était pas assez des charges qui pèsent sur lui , il établit une corvée de six journées de travail par an , convertibles en argent , sous prétexte de créer un système régulier de routes qui devaient relier entre elles les villes principales de la Principauté. Mais aucune route ne fut construite , et les sommes énormes qui résultèrent de ce nouvel impôt servirent à améliorer les domaines particuliers du prince et de ses favoris , ou à exécuter des travaux d'embellissement , sans utilité publique.

Mais c'est surtout dans l'administration judiciaire que se rencontrent les scandales les plus révoltants. Le sanctuaire de la justice transformé en une arène politique , où tous les abus et toutes les malversations passaient impunis à l'abri du vote électoral ; les passions et le caprice du prince dictant ou cassant , à son gré , les arrêts des tribunaux ; les garanties que la loi fondamentale accorde à tout citoyen contre les abus de pouvoir des hospodars indignement violées ; les emprisonnements préventifs , la mise au secret , le supplice des verges et de l'exil , ordonnés et exécutés par la seule autorité du

(1) Environ 180,000 francs.

(2) Environ 33,000,000 de francs.

prince, sans l'intervention du divan suprême ; les détenus, que la loi ne doit enlever momentanément à la société que pour les lui rendre meilleurs, poussés au crime et à la révolte par des vexations gratuites et des privations inouïes ; enfin, par une perversité jusque là sans exemple, le droit de grâce, la plus belle prérogative des princes, ne servant qu'à aggraver les peines au lieu de les rendre plus légères ; tel est l'horrible tableau que nous aurions à mettre sous les yeux de V. M. I., si nous ne craignons d'affliger son cœur en lui montrant dans quel excès de misère étaient plongés ses fidèles Valaques sous l'administration d'un prince qui avait reçu d'elle l'investiture. Et cela dans quel temps ? Lorsque le hattî-chérif de Gulhané brillait, comme une promesse de salut, sur le monde ottoman, lorsque V. M. I. ne recueillait de toutes parts que des témoignages d'amour et de reconnaissance pour les institutions libérales dont, par une initiative digne de servir à jamais d'exemple aux monarques de l'Europe, elle avait voulu doter elle-même son vaste et puissant empire.

Si donc nous nous sommes décidés à porter nos doléances aux pieds du trône de V. M. I., ce n'est point que nous voulions dresser un acte d'accusation contre l'ex-prince Bibesco (à Dieu seul appartient de le juger), mais c'est que nous avons voulu, en exposant à V. M. I. toute l'étendue du mal, lui prouver la légitimité, en même temps que l'urgence du remède que nous avons tenté d'y apporter. Il était temps en effet, si l'on voulait prévenir une explosion populaire, devant les suites de laquelle l'imagination recule avec effroi.

En conséquence les membres soussignés, composant la Lieutenantance-Princièrè, supplient humblement, au nom du peuple valaque, V. M. I. de prendre leur requête en considération, et de prévenir, par une prompte reconnaissance des 22 articles ci-annexés, le retour d'un état de choses qui, par une contradiction monstrueuse, faisait de ce peuple dévoué et fidèle la nation la plus malheureuse sous le plus magnanime des empereurs.

Bucharest, 3 (15) août 1848.

Les membres de la Lieutenantance-Princièrè,
N. GOLESCO, J. ELIADE, C. TELL.

— 37 —
IV.

RÉPONSE AU MANIFESTE DE S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE,

en date du 19 (31) juillet 1848.

Dans les circonstances graves où les derniers événements ont placé le pays et en présence d'un état de choses qui ne peut être regardé que comme la réalisation des menaces exprimées par le Manifeste de S. M. l'empereur de Russie du 19 (31) juillet dernier, la Lieutenance de la Principauté regarde comme un devoir de protester une dernière fois, au nom de la vérité et à la face de l'Europe, contre les allégations contenues dans ce Manifeste, aussi bien que contre les conséquences qu'on prétend en tirer.

La circulaire de S. M. I. dresse l'acte d'accusation de ce qu'elle appelle le mouvement moldo-valaque, pour fonder le droit d'intervention de la Russie.

Elle raisonne à peu près de la manière suivante :

L'insurrection valaque du 11 (23) juin dernier constitue un acte de rébellion envers la Porte ottomane et la cour impériale de Russie, auxquelles seules, en vertu des traités existants, appartient le droit de régler la condition des deux provinces.

Les principes proclamés par les auteurs de l'insurrection et imposés, en quelque sorte, par eux à la nation, subversifs de tout ordre social, incompatibles avec la sûreté des gouvernements voisins, appellent une prompte répression de la part de ces gouvernements.

L'intégrité de l'empire ottoman est compromise.

La Russie est menacée chez elle.

Donc la Russie peut et doit faire entrer ses soldats dans les Principautés.

La Lieutenance-Principière voit avec peine que S. M. I., pour justifier les mesures qu'elle avait prises, se soit crue dans l'obligation d'incriminer des hommes envers qui elle aurait craint davantage de se montrer injuste, si on lui eût rendu un compte plus exact des circon-

stances dans lesquelles se produisit le mouvement du 11 (23) juin.

Rappelons en peu de mots ces circonstances. S'il est un principe incontestable, c'est le droit qu'ont les peuples, quelles que soient les conditions qui règlent leur existence politique, de mettre les institutions qui les régissent en harmonie avec le degré de développement intellectuel et moral où ils sont arrivés. Cette harmonie est précisément ce qui constitue la loi éternelle du progrès imposée aux peuples comme aux individus, et dont nulle puissance humaine ne peut entraver l'exercice légal. Sans doute, il y a des limites au delà desquelles cette légalité cesse : par exemple, si les traités sont enfreints, si les droits des puissances voisines sont méconnus, si le mouvement opéré contre l'ordre de choses existant n'a d'autre résultat que de remplacer l'abus par l'abus. Nous verrons tout-à-l'heure si le mouvement du 11 (23) juin a été en effet dirigé contre ces grands principes que nous sommes les premiers à admettre. Nous nous bornons maintenant à le raconter, et, en le racontant, nous montrerons qu'il a été nécessaire.

Les nations sont soumises à un double travail : l'un qui se fait en elles-mêmes et par elles seules, indépendamment de toute cause extérieure; l'autre, qui est commun à toutes, et auquel chacune participe plus ou moins suivant son organisation intérieure, sa situation géographique, le rang qu'elle occupe dans la hiérarchie des peuples, ses affinités physiques et morales avec les États voisins. C'est ainsi qu'après les événements qui ont marqué le commencement de cette année dans l'Europe occidentale, la Valachie, malgré son isolement, n'avait pu s'empêcher d'en ressentir le contre-coup, et cette cause, pour ainsi dire externe, ajoutée au malaise intérieur dont souffrait le pays depuis l'établissement du statut organique, rendait une crise imminente. Quand bien même ce statut, qui rappelait les jours désastreux de l'occupation russe de 1828 à 1832, n'eût pas porté avec lui une tache originelle, qui le rendait à bon droit suspect à la nation, une expérience de dix-sept années n'avait que trop prouvé qu'il n'avait fait qu'aggraver les maux qu'il devait guérir, comme si le mal pouvait engendrer le bien, comme si l'on pouvait assurer la sécurité et le bien-être d'un peuple en portant atteinte à son indépendance. Mais la violation d'un droit n'entraîne pas la suppression de ce droit. La Valachie n'en demeurerait pas moins autonome, malgré le Règlement organique, et, comme telle, libre de le modifier ou de le rejeter dans tous les cas. En effet, ou ce Règlement avait été établi sans sa

participation, et alors il ne l'obligeait en rien, ou il émanait du choix libre du pays, tel qu'il est consacré non seulement par les anciennes capitulations avec la Porte, mais par ces traités mêmes qui, selon le dire de la Russie, régleraient seuls les rapports des Principautés vis-à-vis d'elle, et notamment par l'article 5 du traité d'Andrinople et l'acte séparé relatif aux Principautés, et alors le pays avait le droit de le rejeter en tout ou en partie : le droit de faire impliquant celui de changer.

Un projet de constitution fut présenté dans ce sens à l'acceptation du hospodar. Qu'on ne parle pas ici de conspiration, de complot organisé pour substituer une autorité nouvelle à l'autorité du prince. C'est au contraire vers lui que sont tournés les vœux et les espérances de la nation; on le supplie de se mettre à la tête du mouvement qui doit emporter le pays vers des destinées plus heureuses. « Et toi, altesse, » prince, lui est-il dit, la patrie t'a choisi; elle a compté sur toi » comme sur son fils le plus cher. Reviens sur tes pas, nous ne te » demandons pas de comptes. La patrie veut t'associer, te faire présider à sa grande œuvre; sois à elle, sois une belle page de l'histoire » valaque. » Cet appel suprême de la patrie, le prince l'entendit; il accepta et signa la constitution le 11 (23) juin, et nomma un nouveau ministère. Si le cœur lui a failli quelques jours après, s'il a été pris d'un de ces accès de vertige que la Providence envoie quelquefois à ceux qu'elle abandonne, s'il a eu moins de confiance dans son peuple que les menaces du consul-général de Russie ne lui ont inspiré de crainte, à qui la faute doit-elle être imputée? Le prince déclare lui-même, dans l'acte d'abdication transmis par lui au conseil des ministres, que c'est volontairement et de son plein gré qu'il quitte le pouvoir. Que devait faire le gouvernement dans une conjoncture aussi grave? se retirer avec le prince, et laisser le pays sans chefs, le lendemain d'une révolution et sous le coup d'une invasion prochaine de la Russie? Il comprit autrement son devoir. Il ramassa les rênes de l'État qui traînaient à terre; il veilla au maintien de l'ordre, pourvut à toutes les nécessités du présent sans perdre de vue l'avenir; et parce que seul il n'avait pas désespéré du salut de l'État, l'État fut sauvé.

Voilà les faits; voilà ce qu'on a appelé l'œuvre d'une minorité usurpatrice et rebelle! Quoi, une minorité! parce que deux ou trois boyards, affectant la crainte d'un danger imaginaire, ont été chercher

un refuge dans le camp russe et ont protesté contre la perte de leurs privilèges! Mais, depuis quand les réformes sociales peuvent-elles s'accomplir sans laisser derrière elles quelques mécontents? Et ce qui s'est passé dans le pays depuis trois mois, cet éclatant témoignage donné au Gouvernement provisoire dans la journée du 29 juin (11 juillet), ces deux tentatives de contre-révolution qui sont venues se briser contre le bon sens et la ferme volonté du peuple abandonné à lui-même, ne prouvent-ils pas que le cri de délivrance poussé le 11 juin a été poussé par la nation tout entière? Quoi, usurpatrice! parce qu'elle s'était constituée de sa propre autorité Gouvernement provisoire, le lendemain de l'abdication du prince! Mais le Gouvernement provisoire ne s'est pas nommé lui-même; il a été élu d'acclamation par le peuple et composé presque en entier des ministres à qui le prince, en se retirant, avait remis ses pouvoirs. — Quoi, rebelle! parce qu'elle n'avait pas procédé par les voies légales, et ne s'était pas adressée aux deux cours dont l'approbation est nécessaire pour modifier les modifications que le pays peut avoir à apporter dans son régime administratif; et la Russie reconnaît elle-même que des changements étaient nécessaires! Nous examinerons tout-à-l'heure la valeur de cet argument, et en quoi il restreint le droit d'autonomie que les traités et les hatti-chérifs reconnaissent à la Principauté. Mais même en transformant ce droit d'autonomie en un simple droit d'appel aux cours suzeraine et protectrice, quelles garanties ce droit offrait-il à la Principauté quand le prince refusait de prendre toute initiative, quand le silence de la Porte devait être regardé comme un aveu de son impuissance, quand le commissaire de S. M. l'Empereur à qui l'on nous renvoyait sans cesse comme vers l'arbitre de nos destinées, quelques jours avant la révolution, prié de prendre en considération l'état malheureux du pays, répondait : « Je ne suis pas venu ici pour écouter les griefs de la nation, mais pour prêter au hospodar un appui moral et matériel. » Sans doute, on doit le croire, le général Duhamel, quand il osait tenir un pareil langage au nom de son souverain, calomniait ses intentions; mais ne faut-il pas reconnaître aussi qu'un tel état de choses constituait un de ces instants suprêmes dans la vie d'un peuple où il doit, sous peine de périr, se sauver lui-même?

D'ailleurs, il n'est pas exact, comme le prétend le manifeste impérial, que la Valachie ne puisse modifier son administration inté-

rière que du consentement préalable de la cour protectrice. Il en est de cette prétention, qui pour n'être pas nouvelle n'en est pas plus fondée, comme de ce titre même de cour protectrice que la Russie s'arroge sans qu'aucun traité le lui reconnaisse. Il n'y a d'autre cour protectrice pour la Valachie que la cour suzeraine, c'est-à-dire la Porte, la reconnaissance du suzerain par le vassal impliquant la protection de celui-ci par celui-là; la Russie n'est que puissance *garante* : elle-même ne se donne pas d'autre titre dans les traités de Bucharest, d'Ackerman et d'Andrinople, sur lesquels s'appuie le manifeste impérial; c'est-à-dire que la Russie ayant, non pas formé, ainsi qu'elle le prétend, mais simplement renouvelé le contrat qui unit les Principautés à la Porte ottomane, s'est portée en même temps garante de ce contrat, gardienne des droits du plus faible contre le plus fort, se réservant d'intervenir dans le cas où la Porte essaierait de violer les privilèges qu'elle déclarait reconnaître aux Principautés. Or, ces privilèges n'étant autres, comme il est dit dans le préambule même des traités, que les anciens droits du pays, stipulés par ses capitulations avec la Porte (1), il est évident que cette garantie de la Russie, qui n'a eu d'autre objet que d'assurer à la Valachie son droit d'autonomie, ne peut pas la priver aujourd'hui des avantages qu'elle pourrait retirer de l'exercice de ce droit; ou bien il faudrait supposer, ce que nous répugnons à admettre, que la Russie n'eût pas été sincère dans ses déclarations d'alors, et qu'elle n'eût agi que dans son propre intérêt, en paraissant agir dans l'intérêt unique de la Valachie.

Que la Valachie soit redevable à la Russie d'une partie ou même de la totalité des avantages que le manifeste de S. M. l'empereur se plaît à énumérer, nous sommes les premiers à reconnaître le fait; nous le reconnaissons sans le commenter, et cela suffit peut-être pour nous justifier du reproche d'ingratitude qu'on nous adresse. Mais lorsque la Russie, pour quelques clauses favorables aux Principautés, insérées dans ses traités particuliers avec la Porte ottomane, vient à prétendre aujourd'hui que la Valachie n'a politiquement d'existence qu'en

(1) L'article 5 du traité d'Andrinople est formel à ce sujet : « Les Principautés de Moldavie et de Valachie s'étant, par une capitulation, placées sous la suzeraineté de la Sublime Porte, et la Russie ayant garanti leur prospérité, il est entendu qu'elles conserveront tous les privilèges et immunités qui leur ont été accordés en vertu de leur capitulation, etc. »

vertu de ces mêmes traités , ce qui la condamne , en quelque , sorte à se mouvoir éternellement dans le cercle des desseins et de la politique de la Russie , elle oublie que les capitulations sont antérieures aux traités dont elle cherche à se prévaloir , et que le contrat qui rattache les Principautés à l'empire ottoman s'est formé bien avant l'époque où ont commencé les premiers rapports de cet empire avec la Russie. Quoi qu'il en soit , la politique des États ayant changé avec le temps , les craintes vis-à-vis de la Porte n'existant plus , du moins du côté de la Valachie ; et , au contraire , celle-ci regardant , à tort ou à raison , la prédominance exclusive de la Russie dans la Principauté comme dangereuse pour son développement ultérieur , elle demeure libre évidemment , et la Russie elle-même ne saurait lui en vouloir , de repousser aujourd'hui une protection qui ne peut lui être imposée , et qu'elle ne rejette , d'ailleurs , que dans l'acception particulière que la Russie s'efforce de donner à ce mot. En effet , comme il a été dit plus haut , la Valachie ne peut et ne doit reconnaître qu'une seule protection , celle de la puissance suzeraine , la Turquie , et après elle , des puissances qui sont elles-mêmes protectrices ou garantes pour la Turquie ; c'est-à-dire que si , par hypothèse , la Valachie était lésée dans son droit par la Porte , elle en appellerait alors , non pas à la Russie en particulier , mais collectivement à la Russie et à l'Autriche , à l'Angleterre , à la France. Cette restriction n'implique rien d'injurieux pour la Russie ; elle témoigne uniquement du désir de la Valachie de ne point voir une influence étrangère se substituer dans son sein à l'influence légale de la Porte.

Ce fait ressort clairement , non seulement des déclarations officielles , mais encore de tous les actes du Gouvernement. Quand donc il ne tend , depuis trois mois , qu'à resserrer les liens qui l'attachent à la Porte ottomane , il a lieu de s'étonner qu'on l'accuse d'avoir rompu *de facto* ses rapports de vassalité avec elle , comme si la cause de la Russie , en ce qui touche les Principautés , était inséparable de celle de la Porte , et que la Valachie ne pût repousser la protection de l'une sans violer du même coup la suzeraineté de l'autre. A la vérité , c'est moins une accusation directe que formule M. de Nesselrode en cet endroit de la circulaire qu'un procès de tendance qu'il fait au Gouvernement issu de la révolution du 11 (23) juin. Il convient que le divorce n'est pas encore entièrement consommé , mais il est sur le point de l'être. Selon lui , le mouvement moldo-valaque n'est

pas un fait isolé , il se rattache à un vaste complot embrassant dans ses ramifications la Moldavie , la Bucovine , la Transylvanie , la Besarabie , tous les peuples de langue et d'origine roumaine , et ayant pour but de constituer sur une prétendue base historique un royaume daco-roumain , aux dépens de la Russie , de la Turquie et de l'Autriche. Le gouvernement de S. M. l'Empereur voit une preuve de cette affinité secrète dans le mouvement qui éclata en Moldavie, en avril dernier, et qui , heureusement , fut réprimé à temps. Mais ce fait seul renverse l'hypothèse du cabinet impérial. Si les deux mouvements eussent été combinés, ils auraient éclaté dans le même temps ; et si la Valachie eût agi dans le but qu'on lui suppose , elle n'aurait pas attendu que la Russie eût été en quelque sorte avertie et mise sur ses gardes par une explosion partielle. Si donc on ne peut chercher dans le mouvement moldo-valaque ce qui n'y est pas , c'est-à-dire une entente secrète dans un but politique dirigé contre la Turquie , la Russie et l'Autriche , il faut bien se résigner à y voir ce qui y est en effet , c'est-à-dire un même cri de détresse poussé à deux mois d'intervalle par des populations opprimées sous un régime odieux , fatiguées de trouver toujours une puissance équivoque entre elle et leur suzerain légitime , et prétendant à la fin user du droit qui leur appartient de réformer leur administration intérieure.

Que la Russie , émue tout d'un coup d'un si vif intérêt pour la Turquie , cesse donc d'affecter la crainte de périls imaginaires ; le danger le plus réel qui menace l'empire ottoman , n'est pas celui qu'elle semble redouter pour lui ; et certes l'on sait, à Constantinople , que si un jour, ce qu'à Dieu ne plaise, la croix grecque venait à remplacer le croissant sur le dôme de Sainte-Sophie , ce ne sont ni les Roumains , ni les Bulgares , ni les autres rayas de l'empire qui l'y planteraient. Si l'intégrité de l'empire ottoman est , aux yeux de la Russie, une condition essentielle pour le maintien de la paix générale , nous la regardons , nous , comme une condition non moins essentielle de notre propre salut ; et quelque insensés qu'on nous suppose , nous ne le sommes pas assez néanmoins pour chercher à affaiblir la Porte , en nous détachant d'elle au moment même où nous la voudrions assez forte pour qu'elle ne fût point obligée de subir une influence aussi contraire à ses propres intérêts que funeste pour nous-mêmes et pour notre pays.

Il est une autre imputation, grave à ses yeux, et que pour cela le

nouveau Gouvernement repousse de toutes ses forces : c'est celle de vouloir appliquer dans le pays on ne sait quelles théories empruntées à la propagande *démocratique et socialiste* de certains États, et dont le résultat serait le renversement de tout ordre social et politique. Certes, c'est à une étrange calomnie, et nous avons lieu de regretter que la religion de S. M. l'Empereur ait été surprise à ce point. Il est vrai qu'en cet endroit, comme dans tous les autres, le manifeste affirme sans prouver. Les preuves, en effet, auraient été difficiles à établir. Où voit-on, soit dans ce que le Manifeste appelle le programme de la révolution, soit dans les proclamations et dans les actes du Gouvernement, une trace de ces doctrines subversives qui affligent les véritables amis de la liberté en Europe en donnant raison à ses calomnieux ? Le programme, sans revendiquer en cela une initiative dont l'honneur ne lui appartient pas puisqu'il ne faisait que suivre l'exemple donné par plusieurs pays voisins, abolit les châtimens corporels, affranchit les Bohémiens, retranche les corvées, déclare le paysan possesseur de la petite portion de terre dont il avait l'usufruit, moyennant indemnité accordée au propriétaire, répartit également les droits et les devoirs entre les différents membres de l'État, et fait participer le peuple aux bienfaits de l'instruction. Voilà ces principes antisociaux, ennemis de tout ordre et de toute morale qui menacent le trône des sultans jusque dans Constantinople et celui des czars à Saint-Petersbourg, et qui seuls suffiraient à justifier l'occupation des Principautés par les armées de l'empereur !

Certes, le manifeste a raison de le prévoir, l'entrée des troupes russes en Moldavie, fondée sur de tels motifs, ouvre un libre champ à toutes les interprétations. On a, en effet, en Europe, cette malheureuse habitude de subtiliser sur la politique de la Russie ; et certes on l'aurait à moins. « On dira, on a déjà dit, que ce mouvement n'est qu'un premier pas de notre politique envahissante, que nous n'attendions qu'un prétexte pour porter nos forces en avant, que nous entrons dans les Principautés, bien décidés à n'en pas sortir, et que, suivant ces plans traditionnels d'agrandissement que médite la Russie sur l'empire turc, nous exploitons, pour les réaliser, l'impuissance et les embarras où les perturbations sociales du moment plongent l'Europe occidentale. » Nous ne savons pas si, en effet, les cabinets de l'Europe envisageront de cette manière le mouvement que la Russie vient de faire hors de ses frontières ; pour nous, en voyant le cabinet

de Saint-Petersbourg si empressé à prévoir les inductions qu'on peut tirer de ses actes, nous ne pouvons nous empêcher de songer que trop d'habileté est quelquefois de la maladresse.

La Russie a sans doute une raison victorieuse qu'elle est prête à objecter à ceux qui pourraient supposer qu'elle agit dans des vues personnelles : c'est qu'elle agit de concert avec la Porte. Il ne tiendrait même qu'à nous de croire qu'elle agit dans notre seul intérêt, puisqu'elle nous offre ici le passé comme garantie de l'avenir. Mais cette garantie est précisément ce qui nous effraie. Nous aurions moins d'alarmes si, nous qui voyons ce qui se passe ici depuis trois mois, nous ne savions à quoi nous en tenir sur ce prétendu concert qui enlève à la Porte son libre arbitre, la contraint à reconnaître une autorité supérieure, ou du moins égale, à la sienne dans un différend qu'elle seule devrait être appelée à régler.

Ces réflexions, de même que les développements qui précèdent, peuvent être jugées superflues par ceux à qui elles s'adressent. Mais à l'heure suprême où il touche, incertain de la destinée qui l'attend, et toutefois, confiant en Dieu et en la justice de sa cause, le Gouvernement se devait à lui-même de déclarer une dernière fois à la face du pays et de l'Europe, en réponse aux accusations de ses ennemis, les principes et les actes de la révolution du 11 (23) juin.

La révolution peut périr, mais elle doit rester pure. On peut l'étouffer : il ne faut pas qu'on la calomnie.

Ses actes sont connus, qu'on les juge.

Quant à ses principes, s'il fallait les chercher encore après ce qui a été dit précédemment, les voici en deux mots :

Soumission pleine et entière à la Sublime Porte dans les conditions qui régulent les rapports ordinaires du vassal avec le suzerain, et sans porter atteinte à l'autonomie ainsi qu'aux autres droits que la Valachie tient de ses capitulations avec la Porte ;

Abandon du protectorat de la Russie, en tant que ce protectorat est contraire aux droits ou aux intérêts de la Valachie.

Voilà ce que nous avons à dire à nos amis, comme à nos ennemis. Bien qu'abandonnés par ceux sur qui nous étions en droit de compter, nous savons faire la part des temps et des circonstances, et distinguer la vérité sous le mensonge officiel. Nous n'ignorons pas que parmi tant de complications et de nécessités politiques, beaucoup consentent à notre perte qui voudraient pouvoir nous sauver. Nous

rêtons justice à leurs intentions en déplorant leur faiblesse, dont nous serons les premières, mais non les dernières victimes.

Bucharest, septembre 1848.

Les membres de la Lieutenantance-Princière,

N. GOLESCO, J. ELIADE, C. TELL.

